hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Retraites

42 ans ferme ?

Un recul sur la retraite ne fera qu'aggraver la situation de tous les salariés. S'il est question d'indexer la durée de cotisation sur l'espérance de vie alors nous travailleront jusqu'à 70 ans dans quelques années. Un avenir bien sombre d'autant que le capital louche depuis toujours sur la galette de nos cotisations. Déjà que le Premier ministre « rond mais ferme » entend la rue mais persiste à rester sourd... Gageons que le mouvement social se renforce et se radicalise pour éviter toute tentation aux directions syndicales de négocier au rabais. Il est plus que temps de rompre avec le capitalisme et l'État. Retraitons-les !

M 02137 - 1320 - F: 2,00 €

2€

« Dans les coffres-forts de la bande, ce qu'il a créé s'est fondu, en décrétant qu'on lui rende, le peuple ne veut que son dû. »

Eugène Pottier, l'Internationale

hebdo n° 1320

du 15 au 21 mai 2003

Sommaire

Appel à la mobilisation du collège national d'**École émancipée**, page 3

À **Bruxelles**, les transports publics, la privatisation ? par Laurent, page 4

Retraites : Les boniments de Raffarin démontés par É. Gava, page 5

Depuis un mois, **The Frog pub** en grève, page 6

L'autruche de Frédo Ladrisse chroniquement enrhumée, page 7

Leçon de calcul avec les **retraites**, par Karim, page 7

Foulard, gurka, hidjab ; Jocelyne se dévoile, page 8

Argentine, Le mouvement ouvrier s'organise de plus en plus, page 9

Contre les vues irradiantes des États-Unis pour la **Terre de Feu**, page 10

Enfin, tout sur **Los Solidarios** et **Las Solidarias**, par J.-M. Raynaud, page 11

Dans le Rhône, un **comité intersyndical des retraites** est né ! page 15

R. Sanchez examine les attaques des **Péan-Cohen** contre *Le Monde*, page 17

Laurent Jacqua : un homme debout malgré la prison, par G. Cordereau, page 19

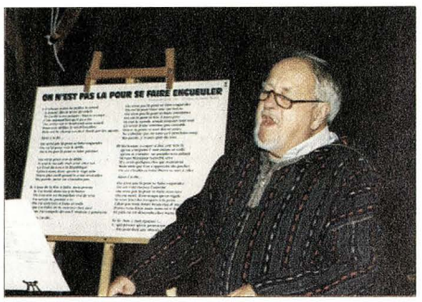
N. Potkine rend hommage à **Jacques Ellul**, page 20

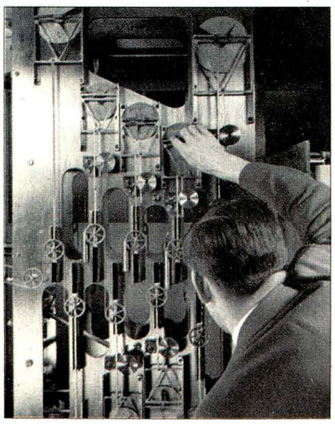
Ablibabli : c'est la dernière parution de **Jacques Vallet**, par Archibald Zurvan, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

À Bordeaux, **l'athénée libertaire** fête ses quarante balais ; le programme, page 23





Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

Et si le fameux problème des retraites n'existait pas? Si la catastrophe démographique attendue n'était qu'une escroquerie? Voici les choses telles qu'on nous les présente: le nombre de retraités augmente plus vite que le nombre d'actifs. La répartition impose donc à chacun de travailler plus pour entretenir « ses » pensionnés. Le rallongement de la durée d'activité réduisant le nombre de retraités en même temps qu'il accroîtrait la production à répartir. Limpide, simple, mathématique.

Arithmétique de grands chemins, logique de détrousseurs! Car si l'on regarde du point de vue des besoins de la population; si l'on tient pour acquis que la quantité produite de biens et de services ne diminue pas, mais augmente et augmentera encore; si enfin on écarte l'idée bourgeoise du mérite individuel qui conditionne l'accès aux ressources; alors qu'importe que la valeur totale soit produite par tel ou tel pourcentage de la population?

Le point crucial ici est le maintien de la quantité produite (Nous ne parlons pas même de *qualité* ou d'*utilité* ; ni de la nécessaire rotation des tâches entre tous.) Or, qu'observe-t-on? Le plein-emploi? La recherche désespérée de bras pour l'industrie et les services? Pas du tout, au contraire! Le chômage touche officiellement un dixième de la population active. Quitte-t-on le travail plus tard, faute de remplaçant? Absolument pas, la majorité des départs se fait entre 55 et 60 ans, grâce aux divers dispositifs de préretraite, quand ce n'est pas le licenciement pur et simple.

Et pourtant la croissance, l'indicateur à la mode, reste positive. Ce qui veut dire que chaque année on produit un peu plus que l'année précédente.

En réalité, l'effort auquel on nous invite en travaillant plus longtemps consiste à produire plus, *collectivement*, pour une consommation, toujours *collective*, tout juste maintenue. Le surplus ira gonfler les poches de l'État et des patrons. Cela s'appelle chez les marxistes augmenter le taux d'exploitation. Nous nommons ça plus simplement un pillage réitéré, dont le gendarme est le complice.

La prétendue énigme des retraites est parfaitement soluble. Il suffit de considérer les choses collectivement, *d'un point de vue de classe*. Nous produisons suffisamment pour l'ensemble de la population. Si, au final, tout ça ne nous est pas donné, c'est qu'on nous vole. Qu'ils aillent, ces grands bandits du capital, orner de leur personne les lanternes de Paris, et la chose sera réglée. D'ici là, lutter pour les salaires, pour les conditions de travail, pour les temps libres, pour desserrer l'étau.

enseignement

étendre, structurer, généraliser le mouvement

À l'heure de la casse de l'Éducation nationale, le collège national d'École Émancipée lance cet appel à la mobilisation.

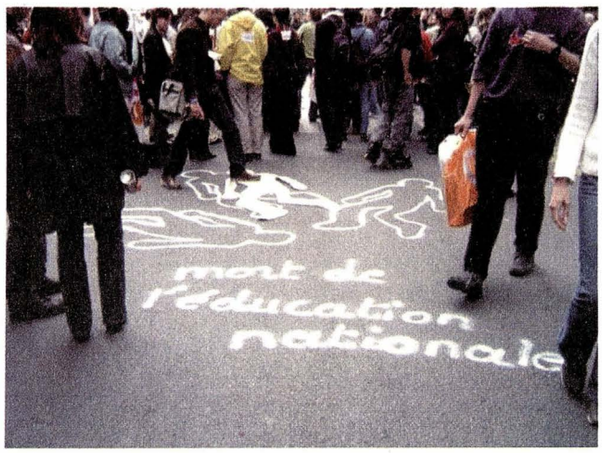


Photo : Monsieur frédéric

Le mouvement de grève reconductible contre le démantèlement de l'EN s'élargit et concerne toutes les catégories de personnels (enseignants, Atoss, Co Psy, surveillants, emplois jeunes, etc.), tous les secteurs (écoles, collèges, lycées, CIO, etc.), de nombreux départements et académies (plus de 120 établissements sur 185) dans le 93, plus de 50 en région parisienne, mais aussi dans les académies d'Aix-Marseille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Montpellier, La Réunion, Rouen, etc.). La dynamique et la détermination de cette mobilisation est enfin à la hauteur des enjeux et peut permettre de gagner comme lors du 16 janvier 1994, de décembre 1995, du mouvement de 1998 en Seine-Saint-Denis, etc. Elle se donne les moyens de:

– Passer l'obstacle des vacances décalées, en reprenant la lutte dans les académies qui rentrent ;

– Retourner les tentatives de démobilisation et d'intimidation (« lettres » diverses de Ferry, ciblage de l'académie de Créteil, avec le soutien du *Monde*) ;

– Contrer le black-out médiatique en organisant la « contagion » du mouvement, à partir des secteurs les plus mobilisés, en organisant des initiatives en direction des parents et de l'opinion, des manifestations (à Paris 1500 le 24 avril, 3500 le 29 avril, à Bordeaux, etc.) ;

– Dépasser l'absence actuelle, au niveau national, comme dans de nombreuses régions, d'appels clairs et unitaires des syndicats à rejoindre dès maintenant et partout la grève reconductible, pour gagner sur les revendications.

Unifier d'urgence à partir des secteurs en pointe

La mobilisation doit encore se renforcer et durer, pour espérer battre le gouvernement à la fois sur la décentralisation et les retraites; mais aussi pour déminer le terrain des attaques prévisibles contre la protection sociale, contre l'école (annoncées par Ferry pour l'été), ainsi que celui des « objectifs » de rentabilisation/privatisation avancée par le Conseil d'État et la Cour des comptes, dans la ligne des directives européennes, de l'OMC, et des différentes officines néolibérales.

Et tout cela d'ici la fin juin, pour empêcher de voir démanteler, pendant les vacances et juste à la rentrée, une bonne partie des acquis sociaux, arrachés lors des grandes périodes de luttes.

suite page 4

Contre le G8

Un taxi pour Annemasse

Dans le cadre de la Claaac G8, départ de Paris en car le vendredi 30 mai à 20 heures. Retour sur Paris le lundi 2 juin avant 6 heures. Pour réserver sa place, un chèque de caution de 20 euros avec nom et prénom du passager est nécessaire. Coût du voyage et renseignements sont disponibles à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08.

Le syndicalisme, outre sa responsabilité de défense de ces acquis, joue sa survie. C'est sa dernière chance d'analyser et de dépasser ses erreurs stratégiques. En effet, depuis novembre, diverses catégories de personnels se sont mobilisées, seules, contre des attaques ciblées, qu'il aurait été plus facile de contrer à l'époque. Encore aurait-il fallu réaliser l'unité syndicale autour des secteurs les plus mobilisés, comme les étudiants–surveillants et les aides-éducateurs en grève reconductible pendant plusieurs semaines, en appelant toutes les catégories de personnels à les rejoindre immédiatement.

Dès le début de la mobilisation, École émancipée est intervenue à tous les niveaux pour que cessent les « journées d'action » nationales sans lendemain, sur le plus petit dénominateur revendicatif commun, et que les syndicats appellent dans l'unité à la grève reconductible. Par exemple, la liste « École Émancipée » (Stambul) a été la seule à proposer, lors du congrès national du SNES, une motion appelant partout et immédiatement à la grève reconductible pour gagner sur les revendications.

Les directions syndicales appellent aujourd'hui – on ne peut que s'en féliciter – à la grève reconductible. C'est une première satisfaction des personnels en lutte. Mais appeler à la grève reconductible ne résout pas tout: encore faut-il vouloir se donner les moyens de l'organiser, de la généraliser, en renforçant le mouvement là où il existe, et en l'impulsant là où il n'a pas encore pu se développer.

Structurer la mobilisation

Les directions des syndicats, et particulièrement des plus représentatifs, n'ont plus droit à l'erreur: l'appel à généraliser la grève reconductible au niveau national, doit être lancé dès le 5 mai, et le mouvement devra encore se renforcer après le 6 mai. En effet, ce soir-là, les regards seront tournés vers les directions syndicales, et les tentations seront grandes de se focaliser sur la seule journée d'action du 13 mai sur les retraites.

Alors que l'enjeu est de gagner sur les trois axes de la mobilisation: décentralisation, précarité et retraites, aujourd'hui c'est la logique de la grève reconductible qui s'impose, plutôt que celle des « temps forts » isolant les différents thèmes.

Ce risque incite à construire au niveau national, à l'instar de ce qui se fait dans plusieurs départements (le 93, le 76, le 13, etc.), une structuration du mouvement suffisamment forte, démocratique et indépendante pour être représentative des personnels et des établissements en lutte, dans la recherche permanente du dialogue et de l'unité avec les syndicats. Cette structuration a commencé à prendre forme avec la création le 3 mai d'une coordination nationale provisoire; les structures départementales existantes ou en voie de formation sont invitées le 10 mai à envoyer des délégués mandatés, aussi bien sur les questions d'organisation et de structures, que sur les revendications et les échéances de lutte.

Vers la grève générale interprofessionnelle

La généralisation de la grève ne doit pas se limiter à l'Éducation nationale: ce qui se fait aujourd'hui dans l'EN concerne aussi tous les services publics. C'est la même logique qui prévoit de ne pas remplacer les départs à la retraite, de « décentraliser » des dizaines de milliers de fonctionnaires de la fonction publique d'État vers les collectivités territoriales, en imposant la casse des statuts et en limitant la fonction publique d'État aux fonctions régaliennes: armée, police, justice. C'est la même logique qui organise l'ouverture à la concurrence de La Poste, des secteurs de l'énergie, des transports ferroviaires et aériens.

C'est encore la même logique de régression sociale qui veut nous imposer à tous des retraites au rabais, en obligeant les salariés de la fonction publique à cotiser 40 annuités et en prévoyant d'ores et déjà 42 annuités pour tous privé comme public, et qui ferme les entreprises, qui licencie, qui précarise, qui démantèle les minima sociaux, qui traque les sans papiers, etc.

Il n'est plus possible d'isoler les différents secteurs du monde du travail, il faut penser la lutte dans sa dimension interprofessionnelle.

Aujourd'hui, l'Éducation nationale est le premier secteur à prendre le chemin d'une lutte dure, elle ne doit pas rester isolée mais au contraire entraîner le reste des services publics, des salariés, des chômeurs et des exclus. La grève reconductible de l'EN peut et doit s'élargir dans une grève générale interprofessionnelle reconductible. La reconduction de la grève est d'ores et déjà en débat dans d'autres secteurs (cheminots, postiers, restauration rapide, intermittents du spectacle, etc.); il appartient en premier lieu aux salariés d'entrer sans attendre dans la lutte, mais aussi aux directions syndicales de prendre leurs responsabilités.

Les militants d'École Émancipée défendent ces positions dans les établissements, les AG de grévistes et tous les syndicats (FSU, SUD, CGT, CNT, etc.) où ils interviennent.

Abonnement - souscription

École Émancipée, c'est aussi un bulletin syndical d'information et de débat fondé en 1972.
Chèques à adresser à Nicole Galloi, 18, rue des Hirondelles, 29000 Quimper.

Revenus	abonnement
Moins de 1 000 euros:	26 euros
Jusqu'à 1350 euros:	38 euros
Jusqu'à 1600 euros:	46 euros
Jusqu'à 1850 euros:	53 euros
Plus de 1850 euros:	68 euros

Chômeurs ou étudiants sans ressources: 12 euros. Envois doubles, triples, quadruples: + 8 euros par exemplaire.

dérive des transports publics

« c'est tout naturel ! »

À PARTIR du lundi 12 mai, la direction de la STIB [1] entend expérimenter sur les usagers et sur ses conducteurs le mécanisme de la montée obligatoire par l'avant des véhicules.

Sa raison d'être tient en peu de mots: contrôle systématique (chacun étant tenu d'exhiber et de composter son titre de transport); application efficace de l'accès payant à la minorité d'usagers (environ 30 %) qui supporte encore elle-même ce paiement (la plupart bénéficiant déjà de l'accès gratuit ou à tarif très réduit); préparation des esprits et des pratiques à la reprise progressive de la STIB par des opérateurs privés.

Vous trouverez sur le site du CST un texte resituant cette manœuvre dans le cadre des politiques sécuritaires actuelles et des tendances paradoxales à l'œuvre à la STIB en matière de contrôle de l'accès. [2] Il fait prendre tout leur relief aux propos de Jean-Pierre Alvin (responsable communication de la STIB), lorsque celui-ci a recours à l'écran de fumée des « actes d'incivilité, de vandalisme et de fraude massive » pour motiver cette mesure de ségrégation sociale.

La ligne de bus 59 retenue en premier lieu pour inculquer ce comportement « tout naturel » [3] chez les usagers, n'a pas été choisie au hasard. Selon les conducteurs de la STIB, cette ligne dont les véhicules accueillent le plus de poussettes (qui y rentrent bien sûr par l'arrière) et dont le tracé dessert le plus grand nombre d'écoles.

Autrement dit, si les managers de la STIB font admettre cette rivalité entres les usagers avec et sans tickets durablement, ils pourront étendre le dispositif à l'ensemble du réseau.

La STIB laisse planer peu de doute sur le ressort principal auquel ce système devrait faire appel: une adhésion suffisante de la part des voyageurs non affectés pour les rendre indifférents au sort des usagers refoulés. Peut-être même réjouis d'en voir contraints à rester sur le trottoir. Les transports publics devenus école de la suspicion et de la compétition individuelle généralisées...

Néanmoins, rien ne garantit que la quasi-totalité des passagers « avec » ticket acceptera de relayer la discrimination induite par cette mesure. Des formes de résistance pourraient apparaître. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à enterrer une STIB en libre accès à nous contacter. [4]

Laurent (CST-Bruxelles)

1. Transports intercommunaux bruxellois.
2. http://cst.collectifs.net/article.php3?id_article=161.
3. Slogan officiel de la campagne: « Monter par l'avant, descendre par l'arrière, c'est tout naturel ».
4. CST-Bruxelles, 35, rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles.

Les mensonges du sieur Raffarin

La machine de propagande gouvernementale est en branle : pleines pages dans les journaux payées avec l'argent public et montée au créneau médiatique du raffarineur avec interview où il a pu débiter les pires fadaises.

Avec Fillon, en travaillant dés l'âge de 14 ans on pourra partir à 58 ans... En v'là du projet social !

En attaquant à la hache les retraites des fonctionnaires, Messire Raffarin prétend sauver le régime des retraites par répartition, justifiant ses mesures auprès d'une opinion publique perçue comme contente qu'on « égalise » les droits. Rien n'est plus faux. Les retraites des fonctionnaires dépendent du Code des pensions civiles et militaires, c'est à dire de l'État ! Tout agent de l'État est inscrit au grand Livre de la Dette publique ! Il n'y a pas de vases communicants. Ce que Raffarin vole aux fonctionnaires ne va pas aller dans les caisses des salarié(e)s du privé. Ce n'est donc pas la peine qu'il nous la joue Robin des bois s'en prenant « à ces riches privilégiés de fonctionnaires nantis » pour redistribuer aux pauvres retraité(e)s du privé ! En conséquence, si Raffarin pouvait faire preuve d'un peu d'honnêteté, il reconnaîtrait benoîtement que son but, c'est de boucler le budget de l'État, pris en tenailles entre les critères de Maastricht, les promesses du candidat Chirac sur les baisses d'impôts (pour les riches) et les dépenses nouvelles en matière de défense, police et justice. En bref, c'est le choix de sa politique antisociale et du tout répressif qui a vidé les caisses de l'État. Et, comme tout patron qui se respecte, il s'en prend à ses employé(e)s. Comme il ne peut pas les virer, il diminue leur salaire différéré que sont les pensions.

Une opération quasi blanche ?

En prétendant que le seul effort demandé aux fonctionnaires, c'est uniquement travailler deux ans et demi de plus, Raffarin transforme la rhétorique en art du mensonge. Car cette assertion n'est valable que dans un seul cas : quand les fonctionnaires font toutes leurs annuités, et ils (et surtout elles) sont minoritaires à être dans ce cas. Pour l'immense majorité, la décote prévue (d'abord 3 % puis après 2008, 6 %) par annuité manquante diminuera de façon drastique leurs pensions, même si certains feront l'effort de travailler plus longtemps ! Ainsi, un professeur des écoles qui commence sa carrière à 25 ans et qui comptait tout de même partir à 60 ans, pouvait espérer baser sa retraite sur 70 % du traitement de ses 6 derniers mois (35 années fois 2 %) ; même s'il fait l'effort de travailler 3 années supplémentaires (départ à 63 ans, bonjour la retraite à 60 ans), il ne touchera que 66 %, 2 années en moins font une décote de 12 %, donc 75 % (taux maximal) fois 0.88 (100-12) = 66 %. Et encore, sur la base de 40 annuités, parce qu'avec 41, puis 42 annuités, ça fait encore plus mal ! Faire travailler les gens plus longtemps pour qu'ils touchent moins, la politique c'est un métier !

Dans cette affaire, l'État-patron économise un sacré pactole : les années supplémentaires effectuées sont certes payées au prix fort compte tenu de l'ancienneté des agents en fin de carrière, mais ils travaillent, au lieu d'être payé(e)s comme des retraité(e)s, pour le différentiel retraite-salaire de 25 à 30 %, bref un temps plein pour un quart de salaire, l'affaire est bonne ! Qui a prétendu que l'État est mauvais gestionnaire ?

De plus, Raffarin « oublie » que la retraite sera non plus calculée sur les 6 derniers mois, mais sur les 3 dernières années : pour peu que le dernier changement d'échelon soit postérieur à ces 3 ans, et la base de calcul sera encore diminuée ! Et il a le culot de proposer un bonus de 3 % pour ceux qui voudraient en faire plus ? C'est du pâté mi-cheval mi-alouette : un cheval de décote et une alouette de surcote ! Et ce ne sont pas les ridicules petites mesurettes censées harmoniser les retraites – par exemple un travail à mi-temps dans le privé comptait pour une année entière, pas dans le public, avec la « réforme » ça sera dorénavant pareil pour le public – qui vont rattraper toutes les baisses de pensions programmées, car elles sont à la marge.

Capitalisation, le retour

Ne parlons pas non plus des primes qui seraient prises en compte par des cotisations via un fumeux fonds de retraite complémentaire. Raffarin fait tout pour baisser les retraites, et veut faire croire que c'est du gagnant-gagnant, puisque les fonctionnaires travailleront plus mais que leurs primes seront intégrées dans le calcul de leurs pensions. Comment ? Mystère... Plus inquiétante est la volonté d'étendre la Préfon (genre de caisse de retraite complémentaire réservée aux fonctionnaires. Rappel : 4,5 % des fonctionnaires y participent, c'est dire...) à tous, avec évidemment avantages fiscaux à ceux qui s'y colleraient et aux patrons qui y abonderaient. Remarquons au passage qu'il manque soi-disant du fric pour les retraites mais l'État est prêt à en perdre (par des avantages fiscaux) pour favoriser un fonds de pensions. Quant suite page 6

suite de la page 5

aux patrons qui hurlent dès qu'on leur parle d'une augmentation des cotisations, ils veulent bien en filer dans ce genre de caisse. On voit bien là que se cachent derrière cette proposition les pirates de la finance, et que c'est un moyen pour faire rentrer le loup de la capitalisation dans la bergerie de la répartition. Casser la solidarité entre les générations, place à la démerde individuelle ! J'économise pour ma retraite, je ne cotise plus, j'épargne !

L'alibi démographique

Tout cela au nom de l'équité ! Si c'était vraiment le sens de la justice sociale qui l'animait, pourquoi parle-t-il de rajouter de façon uniforme du temps de cotisation pour tous indexé sur l'augmentation de l'espérance de vie ? Car cette dernière n'est pas répartie de façon uniforme. C'est une moyenne qui cache là aussi des disparités énormes, notamment un différentiel entre les ouvriers et les cadres. Ce sont les ouvriers qui cotisent le plus longtemps et qui profitent le moins de leurs retraites puisqu'ils meurent plus tôt... Vouloir les faire cotiser encore plus longtemps, voilà qui ne va pas dans le sens de l'équité ! C'est tout le contraire qu'il faudrait faire ! Va-t-il en parler à ses amis du Medef, qui militent activement pour les 45 annuités ?

Enfin, il serait peut-être temps de dépasser le constat démographique qui transforme un progrès – on vit plus longtemps et en meilleure santé – en une calamité. C'est la catastrophe, en 2040 il n'y aura plus qu'un actif pour subvenir aux besoins d'un retraité, dixit Raffarin. Pas très sympa pour le susdit retraité présenté comme une sangsue vivant sur le dos d'un pauvre actif, bossant deux fois plus à cause de lui, tout en oubliant que ce retraité a lui aussi été un actif et non un parasite.

N'en déplaise à Raffarin, ce qui compte, ce n'est pas tant le ratio actifs/retraités que la création de richesses qui, grâce aux augmentations de la productivité, n'a cessé de s'amplifier ! les progrès des techniques, du machinisme, de la robotique, de l'informatique etc. font que l'on peut produire plus avec moins de personnes. Le vrai problème c'est donc celui de la répartition, non des retraites, mais des richesses produites !

La lutte !

Plus que jamais, il ne faut pas baisser les bras, mais se battre encore et toujours. C'est dans l'action résolue qu'il nous faut continuer ! Laisser passer le projet de Raffarin représenterait un recul gigantesque de nos acquis et une défaite terrible pour le mouvement social. Après les retraites, c'est la Sécu que veut démolir Raffarin, vrai fils de mai 2002 et vrai fils spirituel de Margaret Thatcher !

Éric Gava
Groupe de Rouen

en grève depuis le 16 avril

The Frog Pub

Nos camarades sri-lankais, cuisiniers des quatre The Frog Pub parisiens, sont toujours en grève. Le tribunal a rejeté la requête de la direction, qui voulait les empêcher d'être présents devant les restaurants, pour diffuser des tracts.
Les pressions sur nos camarades se poursuivent, mais le soutien interprofessionnel de la CNT ne faiblit pas. Méprisante pour ces salariés qui sont supposés, en raison de leur précarité sociale, devoir simplement travailler et se taire, la direction refuse toujours de négocier après plus de deux semaines de conflit, malgré des pertes importantes.
Les revendications des camarades restent identiques : annulation des sanctions disciplinaires contre ceux qui avaient osé réclamer leur dû : deux mises à pied et douze « avertissements » ; respect des droits légaux (congés payés, représentants du personnel, paiement des heures supplémentaires) ; négociations sur les heures de nuit, les plannings, le 13e mois, etc.
Nous ne faiblirons pas ! Nous soutiendrons nos camarades jusqu'à la victoire ! Les actions de soutien pacifiques se poursuivront !
L'esclavagisme, ça suffit ! Travailleurs français, travailleurs immigrés, même patron, même combat !

Syndicat de la restauration (SHRT-CNT)
section syndicale The Frog Pub
et Bureau régional parisien :
cntfrog@cnt-f.org

Soutien

1. Vous pouvez envoyer des messages de soutien aux camarades en grève à cnt-frog@cnt-f.org.
2. Vous pouvez participer aux piquets de grève, aux diffs de tracts et actions : grille des piquets de grève sur http://cnt-f.org/accueil/actu/Restauration/index.php. Pour vous assurer que le piquet de grève a bien lieu : tél. : 06 14 70 68 34.
3. Vous pouvez soutenir financièrement les grévistes : chèque à l'ordre de « CNT-SHRT », mention au dos : « Soutien frog », CNT SHRT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
4. Vous pouvez envoyer des messages de protestation (voir les adresses après la lettre type) (prochainement disponible en anglais, espagnol et allemand, proposez d'autres traductions à medias@cnt-f.org) :

« Monsieur,

J'ai appris (Nous avons appris) qu'une grève des cuisiniers de la chaîne The Frog avait lieu à Paris. Le secteur de la restauration réunit souvent les conditions de travail les plus pénibles avec des salaires particulièrement faibles et le non-respect du Code du travail. C'est pourquoi je soutiens (Nous soutenons) les grévistes et leur syndicat CNT-SHRT, qui ne font que réclamer l'application du droit et l'amélioration légitime de leurs conditions d'existence.

Je vous demande (Nous vous demandons) d'accepter leurs revendications et d'entamer à ce sujet des négociations avec eux.

Si cette situation devait se poursuivre, je participerais (Nous participerions), dans la mesure de mes (nos) moyens, à toute action visant à aider leurs revendications à aboutir, en particulier par la diffusion de l'information, le soutien physique et financier, etc.

Signature

Contacts principaux

Patrons : Paul Chantler et Thor Gudmundsson. Courriel : paul@frogpubs.com. Fax : 01 42 77 08 31. Adresse postale : Another Paris real ale Brewery, 6, rue du Petit-Thouars, bât. D, 75003 Paris.

Quand l'autruche éternue...

Raffy qui rit

« C'est le sport favori de la gauche, les manifestations. Mais en Espagne comme en France, qu'y a-t-il derrière les manifestations ? Rien. Pas de projets, pas d'idées. » (Aznar, voulant rassurer Raffarin)

Maintenant qu'il a décidé de ne pas se représenter, Aznar peut enfin l'avouer : il méprise et conchie ses compatriotes. Trois millions de manifestants dans les rues de Madrid, neuf Espagnols sur dix opposés à la guerre, ça l'a fait doucement rigoler. Quant à Raffy, s'il doit encore patienter avant de pouvoir se lâcher, il a ri de bon cœur à la vanne de son copain.

Raffy qui pleure

« Je trouve assez injuste qu'on me tien ne responsable de la montée du chômage. » (Raffarin, voulant se rassurer)

Pauvre petit Calimero... D'abord, la Bourse qui s'écroule et, là-dessus, guerre en Irak. Mauvaise conjoncture, consommation en berne et déprime chez les « forces vives » : est-ce sa faute à lui, petite chose, si les patrons virent des prolos qui n'ont même pas la correction de claquer leurs allocs dans l'achat d'une Twingo neuve ? Ah, ce que les gens sont injustes...

Raffy qui mord

« Je n'accepterai aucun blocage sur la réforme des retraites. »

Et si ça « bloque » quand même, tu feras quoi, petite chose ? T'enverras la troupe, sabre au clair ? Allez, continue de « communiquer », et laisse les gens sérieux s'occuper des choses sérieuses...

Guignol ! Guignol ! Guignol !

« Jean-Paul II semblait heureux, dimanche, et discrètement en forme. En fait, depuis deux mois, il articule plus facilement. Il a également retrouvé une mobilité faciale que l'on avait presque oubliée. » (Jean-Baptiste Venditti, envoyé spécial du pape)

Une petite fille de 5 ans ayant vu Jean-Paul II à la télévision s'est écriée : « Chouette, c'est l'heure des marionnettes ». Aussi, je me permets de donner un conseil à sa Sainteté Métastasée : qu'elle sorte une série de cassettes pour les mômes !... Jean-Paul part en voyage, Jean-Paul et les petits enfants, Jean-Paul cherche son thermomètre, etc. Et maintenant que le Très Saint Pitre a retrouvé un peu de la mobilité faciale qui fit naguère son succès, qu'il nous régale enfin de nouvelles grimaces !

Dans l'enfer des nuits dijonnaises

« Je ne veux ni petits calculs ni petits arrangements, et encore moins de conciliabules nocturnes. » (François Hollande)

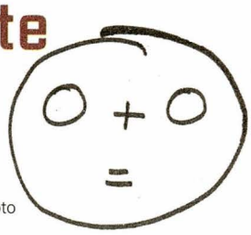
Pour décourager toutes tentatives de ce genre, les membres du congrès seront vidéo-surveillés, leurs conversations enregistrées et leurs déplacements limités au strict minimum. À ceux qui y verraient une atteinte à leurs droits, le parti socialiste rappelle que le progrès sert l'homme (*applaudissements*) et que, lors du prochain congrès, la puce électronique incrustée sous l'ongle du pouce sera obligatoire (*applaudissements mitigés*). Toutefois, par respect pour nos coutumes, l'établissement nommé « Chez Olga-la-grande-bouche » ne sera pas soumis aux règles ci-dessus édictées (*tonnerre d'applaudissements*).

Frédo Ladrisse

(sources : Europe 1, Libération, Ouest-France, le Parisien*)*

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Un peu d'arithmétique avant la retraite



zéro plus zéro
égale la tête à Toto

Il paraît qu'il n'y a plus d'argent pour les retraites, que les caisses de la Sécu sont vides.

Il paraît qu'il n'y aura pas assez d'actifs pour payer les retraités et les étudiants.

Le système par répartition n'est pas viable, nous dit-on.

Alors, commençons à compter. On prendra comme base le salaire moyen des Français, c'est-à-dire 1 500 euros (même si plus de la moitié de la population ne touche pas plus de 1 050 euros).

Comptons

L'usine Daewoo vient de fermer. En cinq ans, elle a reçu de l'État, 45 milliards d'euros de subventions, soit le salaire de 2,5 millions de personnes durant un an.

Elle doit encore 3 milliards d'euros à l'URSSAF, c'est-à-dire le salaire annuel de plus de 165 000 personnes.

Le Crédit lyonnais a coûté aux contribuables 73 milliards d'euros, le salaire moyen annuel de plus de 4 millions de personnes.

Le chiffre d'affaires des assurances françaises a dépassé en 2000 les 205 milliards d'euros, soit le salaire moyen annuel de 11 millions de personnes.

Le chiffre d'affaires de l'automobile en France était de 116,8 milliards d'euros en 2000, soit le salaire annuel de quasiment 6,5 millions de personnes.

Ces quelques chiffres nous prouvent que contrairement à ce que nous disent les exploiteurs, y'a de l'argent dans les caisses.

Y'a de l'argent dans les caisses

Mais, à propos, combien touchent les exploiteurs ?

Jean-Marie Messier, à la tête de Vivendi Universal, émargeait à 4,27 millions d'euros, soit 237 fois le salaire annuel d'un Français.

Avec Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel, 2,67 millions d'euros partaient dans sa poche tous les ans, soit 148 fois le salaire annuel moyen de ses employés.

Le dirigeant du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, gagne 640 000 euros, soit 35 fois le salaire annuel d'un Français.

Chez France Télécom, Michel Bon gagne seulement 183 000 euros par an soit dix fois le salaire moyen des usagers de sa compagnie.

Et, à ce prix, on ne leur demande même pas de faire correctement leur boulot.

Xavier Couture, après 6 mois a la tête de Canal +, est viré et obtient une prime de dédommagement de 3 millions d'euros.

Les cinquante plus grosses fortunes de France ont vu leur capital augmenter de 214 % en vingt ans.

De même, il y a dix ans, 120 000 ménages étaient assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes ; en 2001, 271 000 étaient concernés. On va certainement les plaindre !

Ils veulent nous faire croire que dans quarante ans, il n'y aura plus assez d'argent dans les caisses pour les retraites, la Sécu, etc. Mais ces mêmes personnes ont leur fortune qui augmente chaque année considérablement.

Nous savons qui détient l'argent, et nous saurons le récupérer.

Public, privé, grève générale expropriatrice et autogestionnaire !

Karim

groupe Idées noires

plein vent dans les voiles

hidjab rock 'n 'll

Le port du voile (foulard...) est la dimension la plus visible de la situation des femmes dans le monde musulman. Son ambiguïté revêt deux aspects contradictoires : pour les unes, il est un signe d'asservissement, pour les autres, un signe de liberté, d'affirmation de soi en s'appropriant la sphère publique. C'est après la révolution islamique en Iran, en 1979, que le port du voile devient un enjeu majeur dans le monde musulman afin de se démarquer de la culture occidentale. Historiquement, les recherches d'anthropologues ou d'ethnologues comme Germain Tillon montrent que le port du voile est plus ancien que l'Islam né au VIIIe siècle après JC dans la péninsule arabique et, géographiquement différent, incluant le littoral méditerranéen mais pas toutes les régions converties à l'Islam.

Le voile, obligation impérieuse pour les femmes musulmanes ?

Il semble que le voile ne fut pas imposé dans les premières années de la « révélation » du Coran mais le passage de l'endogamie à l'exogamie fit obligation aux femmes musulmanes de se cacher des regards « impurs ».

Les sourates, comme souvent, sont contradictoires à ce sujet et, selon leur interprétation, porter le voile est soit une recommandation, soit une obligation.

Le discours religieux fondamentaliste dominant, qu'il soit chiite ou sunnite, interprète certains hadith (récits) de Mohammad pour faire du port du voile une obligation religieuse quand, selon certains théoriciens, cette pratique était liée aux circonstances historiques d'alors et ne figure pas dans les injonctions sacrées. Le voile protège alors les femmes musulmanes du regard des hommes qui ne sont pas de la famille et pourraient avoir des relations sexuelles avec elles ! La sexualité est omniprésente dans le Coran au profit des hommes. La loi islamique, la charia, institutionnalise l'infériorité des femmes par les lois sur le mariage, le divorce, l'héritage, le témoignage devant les juges. La non mixité ajoute à l'enfermement des femmes dans la sphère dite privée. Celles-ci n'existent qu'en tant qu'épouse et mère, sans aucun statut personnel. Selon un hadith « le paradis est sous les pieds des mères ». Ces images fantasmées des femmes sont réactualisées par les fondamentalistes. Un théoricien chiite proche de Khomeiny, l'ayatollah Motahari, écrivit pendant les premières heures de la république islamique d'Iran un livre sur le voile, condition de la maîtrise de la sexualité : « La raison pour laquelle, en Islam, l'instruction de se couvrir est appropriée aux femmes, se trouve dans le fait que l'instinct de séduction est propre à la femme. Dans le domaine affectif, l'homme est le gibier et la femme la chasseresse. De même que, dans le domaine sexuel, la femme est le gibier et l'homme le chasseur. » La femme musulmane vit sous la double contrainte, celle de la religion (Islam signifie soumission à Dieu) et celle du patriarcat. On peut interchanger les religions ou sectes car le mécanisme psychologique reste le même. Le port du voile n'est pas remis en question, lequel devient alors un moyen de s'affirmer en tant que femme musulmane dans la sphère publique. L'influence des Frères musulmans, intégristes de l'Islam, a donné une légitimité au port du voile au motif de protéger la société de la dépravation instaurant une morale rigide à laquelle les femmes ont adhéré par choix ou par nécessité.

Le voile comme affirmation de soi ou protection

Alors que des femmes se font assassiner dans certains pays musulmans comme l'Algérie en refusant de porter le voile au nom de leur liberté et de leur émancipation, on voit, depuis quelque temps en France « fleurir » des voiles de toute couleur, longs ou courts. Ce serait « tendance ».

Le voile islamique a fait son apparition à l'école publique en 1989 dans un lycée de Creil, ce qui fit grand bruit et révéla que la laïcité, objet de la loi de 1905 sur la séparation de l'État d'avec les églises - et non sa neutralité - était à nouveau remise en question. D'autres affaires similaires ont surgi avec des conséquences contradictoires et cela en raison d'un arrêt du Conseil d'État du 27 novembre 1996 à la demande du ministre de l'Éducation nationale de l'époque, « le port du foulard islamique n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité ». Certains établissements scolaires ont eu à se positionner par rapport au port de ce fameux foulard face à des avocats plaidant l'absence de prosélytisme (avocats dépêchés par l'UOIF (l'Union des organisations islamiques de France, organe proche des Frères musulmans financé par l'Arabie saoudite.

La crise identitaire en France de ces jeunes femmes qui ne peuvent trouver leur place que dans la revendication de l'Islam et d'une appartenance communautaire, dérive d'une intégration sociale inadaptée, débouche sur une surenchère d'honorabilité face aux femmes musulmanes non voilées et aux occidentales. Loin de se considérer comme soumises, elles se revendiquent émancipées et modernes. Elles ont introjecté le discours islamo-patriarcal pour exister par rapport à la société occidentale et la laïcité française. Des doutes peuvent se faire jour quant au contenu symbolique et religieux de certaine femme voilée mais maquillée, n'hésitant pas à jouer de sa séduction devant les différents médias !

Il y a donc le voile séduction et le voile protection ; c'est ce dernier qui empêcherait les hommes de violer ou de brûler les femmes considérant qu'elles sont de « la famille », de la communauté musulmane. Porter le voile par peur des représailles machistes ? Une société basée sur la non mixité des individus ne peut qu'apporter des effets pervers par la méconnaissance de l'autre sexe, véhiculant les images symboliques déformées, perpétrées par la religion et le patriarcat.

Au-delà du port du voile islamique, c'est la société capitaliste qui montre sa faiblesse face à la pauvreté, à la précarité, à l'inégalité de ses individus les conduisant à des replis communautaristes. Si le port du voile se développe, quels que soient les arguments avancés, n'est-ce pas au nom d'une reconnaissance identitaire même inégalitaire ? Que dire également d'une société qui accepte une dérogation à la loi et autorise le port du voile d'une religieuse (polonaise, proche de Wojtila ? membre de l'Opus Dei ?) pour faire une photo d'identité qui sera apposée sur la carte du même nom, sous la pression d'une citoyenne sans mandat électif dont le seul « titre » est d'être l'épouse du président de la République ?

Le voile islamique fait diversion dans cette société de répression-sanction et masque d'autres problèmes générés par le capitalisme et le patriarcat.

Jocelyne
groupe Louise-Michel

Argentine

les Brukman ne désarment pas

Suite à l'expulsion dans la plus grande violence policière de l'usine textile autogérée de Brukman (*ML*, n° 1319), les assemblées de quartier ont aussitôt fourni du matériel hétéroclite pour que les « brukman » puissent confectionner des vêtements en solidarité avec les populations victimes d'inondations à Santa fe.

« Appuie la lutte des travailleurs(ses) de Brukman », photo Bossa, Indymédia

« Attention ! Femmes armées d'aiguilles et de dés », photo Bossa

« Confection de dignité » photo Bossa

lancement du premier journal ouvrier

Lors de la 3e rencontre nationale des fabriques récupérées et des travailleurs en lutte, le 15 mars, où furent présents plus de 1 000 représentants de près de 200 organisations, fut votée le lancement du journal *Nuestra Lucha* à diffusion nationale.

Voici le texte proposé par les ouvriers de Zanon et voté par l'assemblée de cette 3e rencontre :

Nuestra Lucha est un journal ouvrier créé par les propres travailleurs et qui compte avec l'appui des Mères de la place de Mai.

C'est un outil pour que notre voie, nos expériences de lutte et d'organisation, nos propositions parviennent à des milliers de travailleurs dans tout le pays. Ce journal ouvrier sera à la disposition de tous les travailleurs, piqueteros, assembléistes et de tous ceux qui luttent.

Nous appelons à se joindre à ce projet tous ceux qui partagent les principes et objectifs suivants :

Nous luttons pour en finir avec la division des travailleurs qui ne profite qu'aux patrons et aux gouvernements.

Nous luttons pour l'unité de classe des millions de travailleurs et chômeurs, travailleurs permanents, précaires ou au noir, unique manière d'affronter la classe exploiteuse en ayant des possibilités de succès.

Nous défendons les moyens d'action propres des travailleurs : grèves, coupures de routes, occupations d'entreprises et de lieux de travail, manifestations.

Notre méthode de prise de décisions sont les assemblées sur les lieux de travail et les quartiers.

Nous impulsons l'élection de délégués, de commissions, de conseils internes qui représentent les travailleurs, affiliés ou non aux syndicats.

Nous voulons étendre à tout le pays des exemples comme celui de la Coordination del Alto Valle de Neuquen dans laquelle nous nous sommes réunis, travailleurs du privé, fonctionnaires et chômeurs.

Nous luttons pour récupérer les syndicats et en expulser la bureaucratie ainsi que pour la démocratie ouvrière dans les mouvements de chômeurs.

Pour un congrès national de travailleurs, chômeurs, piqueteros, assemblées populaires, fabriques récupérées, syndicats combatifs et étudiants en lutte, organisé à la base avec des délégués mandatés.

Nous luttons pour créer les bases d'une lutte plus grande qui doit déboucher sur une grève générale avec coupures de routes et autres méthodes de lutte pour qu'ils s'en aillent tous (que se vayan todos).

Pour l'indépendance politique de la classe ouvrière vis-à-vis des exploiteurs, de leurs partis, de leur gouvernement et de leur État.

Nous luttons pour un travail digne pour tous, sur la base d'un plan de service public et de la répartition des heures de travail entre toutes les mains disponibles.

Pour un salaire minimum, vital et indexé sur l'inflation.

Nous exigeons la réouverture sous contrôle ouvrier des fabriques fermées.

Pour le contrôle ouvrier de toutes les entreprises et services.

Pour l'expropriation définitive et sans paiement de toutes les fabriques et entreprises récupérées.

Nuestra Lucha sera un outil pour diffuser ces principes et objectifs.

Source : Indimédia.org

Plus d'informations sur le site : www.nuestralucha.8k.com

Terre de Feu

Condor impatient de goûter son premier mouton irradié

libre échange et isotopes « US »

Nous avons besoin de faire connaître ce qui se passe dans notre province. Il s'agit d'un appel à l'aide depuis la Terre de Feu, la province la plus australe de la République Argentine.

Nous vous demandons de diffuser cette information : par décret provincial, le gouvernement de la Terre de Feu a cédé des terres pour l'installation d'une base nord-américaine qui réalisera « des études nucléaires à des fins pacifiques ». La base sera installée dans la ville de Tolhuin, qui se trouve au centre de l'île de la Terre de Feu.

Nous nous organisons pour tenter d'empêcher cette installation. Il faut savoir que le décret provincial est une conséquence de la loi votée par la Chambre des députés de la nation, en 1998, qui précise en annexe « que des explosions nucléaires souterraines, à des fins pacifiques, pourront être réalisées ». C'est pour cette raison que nous sollicitons votre aide, bien que l'actualité et les préoccupations soient aujourd'hui ailleurs, pour que dans la mesure du possible, vous fassiez connaître à la presse la situation grave à laquelle doit faire face notre province.

Le gouverneur de la Terre de Feu, Carlos Manfredotti, a signé le 26 juillet le décret 1369 qui autorise l'installation d'une base du « Système International de vigilance pour la prévention et l'interdiction des essais et explosions nucléaires ». Il invoque la loi nationale 25.022 de 1998. Le décret donne le droit aux membres de cette base de circuler librement dans la province, selon les besoins de leurs recherches. Il n'a été rendu public que dernièrement.

Comme d'autres actions du gouvernement, ce décret a été pris sans que les citoyens ne soient mis au courant, d'autant plus que la décision de l'installation de cette base a été prise par le gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Les Nations unies ont signé le Traité d'interdiction complète des essais et des explosions nucléaires : nous, citoyens sud-américains, savons qui sont les bénéficiaires et les perdants de ces traités.

En mai, le président nord-américain a annoncé que son pays mettrait en place un « bouclier défensif », ce que plusieurs gouvernements (Allemagne, Chine, Russie) ont dénoncé comme le commencement d'une nouvelle courses aux armements.

Des bases ont été installées dans plusieurs pays latino-américains, comme en l'Équateur, aux Antilles hollandaises et, bientôt, au Salvador.

Plusieurs organisations internationales et gouvernements, comme ceux du Venezuela, de Cuba et du Brésil, dénoncent le Plan Colombie, qui pourrait étendre la militarisation – et le conflit colombien – à toute l'Amérique latine.

Les États-Unis maintiennent leurs pressions pour implanter l'ALCA (la zone de libre-échange des Amériques) qui, dans la pratique, ne sera rien d'autre qu'une zone de libre transit pour les entreprises et les intérêts nord-américains qui bafouent les Constitutions, les lois et les citoyens d'Amérique du Sud.

Nous affirmons :

– Que tout ceci n'est autre qu'un délire belliqueux d'une superpuissance impérialiste, les États-Unis, qui a le gouvernement national argentin et celui de la province à sa botte.

– Que ceci est une avancée, néfaste, de l'ALCA.

– Que nous ne pouvons pas permettre – de par notre histoire, notre dignité, notre identité – l'existence de cette avancée impérialiste en Terre de Feu, et par conséquent, nous, citoyens de la Terre de Feu, exigeons l'annulation du décret 1369/01 du gouverneur Carlos Manfredotti.

Elida Deheza
Secrétaire du syndicat unifié des travailleurs de l'Éducation de Terre de Feu

Suède

SAC en grève !

Le syndicat santé-social de la SAC entame une grève de solidarité avec les membres du syndicat du secteur communal SKAF.

Vu que nos salaires sont misérables, une injure, comme dit le camarade Sofía Kalpazidou qui travaille comme assistant de personne handicapée. Nous savons maintenant que notre salaire réel va être diminué, et nous nous retrouverons dans la même situation, dans 35 ans, que le sont les travailleurs licenciés et précarisés du secteur industriel.
Nous ne pouvons l'accepter. Il ne s'agit pas seulement de notre salaire, mais de l'exploitation et du stress, des mauvaises conditions de travail, et des contrats de travail individualisés qu'on nous impose.
Nous luttons pour l'augmentation des crédits du secteur public, pour la bonne santé des patients, des salaires justes et un personnel au complet. Nous effectuons un travail d'une grande utilité, et nous exigeons des salaires justes avec lesquels nous pouvons vivre correctement.
Nous, syndicalistes, sommes solidaires de la grève des membres de SKAF, et commençons maintenant une grève de solidarité, pour améliorer ensemble notre situation.

Mattias Olsson
Syndicat Santé-Social SAC, Suède

Pour plus d'information, consultez : www.sac.se/fed/sov/
Envoyez un message de solidarité à : sovsthlm@hotmail.com
fax : 0046 8 673 35 80.

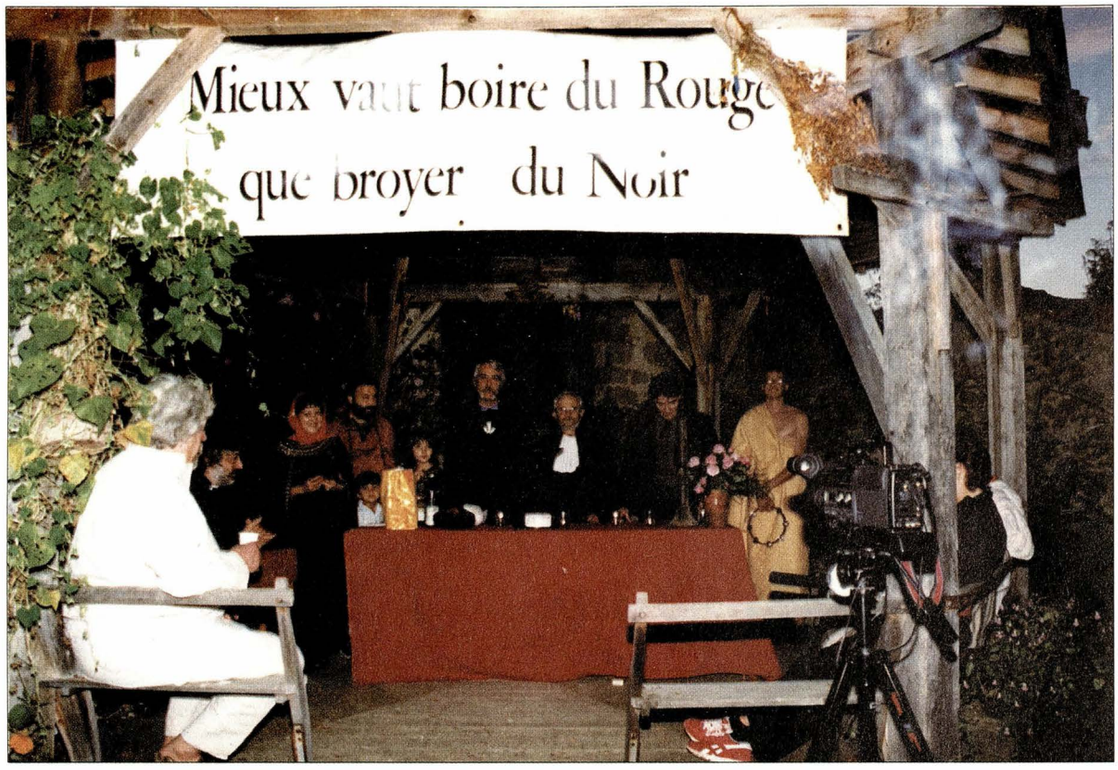
Los Solidarios et Las Solidarias

brève histoire passée, présente et à venir

Jean-Marc Raynaud

Né de l'amitié et du militantisme, ce réseau contribue tout à la fois à la publication d'ouvrages et à la redistribution du fruit de cette activité à d'autres œuvres militantes en marche. Se forger des outils de propagande et de solidarité peut se révéler une aventure belle et efficace sans nécessiter d'autres moyens que la volonté, la causerie et la fraternité. Les rêves libertaires modestes ou grands ne sont pas forcément irréalisables dans ce monde que l'on veut abattre. Sans plus d'autres prétentions, Los Solidarios et Las Solidarias en constituent un exemple.

Gérard Lorne à l'orgue de Barbarie



Ça a commencé en 1997. À quelques camarades et néanmoins ami(e)s, principalement du groupe Bakounine, nous nous étions mis en tête de faire écrire ses mémoires à notre vieux pote Gérard Lorne. Ce ne fut pas simple. Mais nous parvînmes à nos fins.

Une fois le livre écrit, *Du rouge au noir*, il nous fallut assumer. Et nous avons cassé nos tirelires pour en financer l'édition.

Nous aurions pu en rester là. À un gros coup de cœur. Et rentrer chez nous en attendant que le livre se vende suffisamment pour que nous puissions rentrer dans nos frais.

Nous aurions pu!

Mais, très vite, les questions se sont mises à nous titiller l'entendement.

Avoir réussi à financer l'édition des mémoires d'un copain c'était certes super (nous étions les premiers surpris d'avoir réussi ce challenge), mais notre objectif dans la vie n'étant ni de faire du commerce ni de s'la jouer éditeur, qu'allions-nous faire des trois sous que nous risquions, à moyen terme, de gagner à travers la publication des mémoires de Gérard?

Et la réponse s'est imposée d'elle-même!

Bien sûr que ça n'allait pas tomber dans notre poche et qu'il fallait filer les bénéfices éventuels à...

À l'époque, la réponse à cette question était toute trouvée. L'école libertaire Bonaventure qui était au cœur de nos rêves et de notre volonté courait après la solidarité financière pour simplement survivre. Il n'y avait, donc, pas à hésiter. Et nous n'avons pas hésité. Bonav fit tout de suite l'unanimité quand il fallut décider à qui nous filerions les éventuels bénefs à venir sur la vente du livre de Gérard.

Nous étions contents et fiers de nous.

Tellement que nous décidâmes de recommencer l'année d'après autour de deux idées simples. La première, ne pas se prendre le chou et se limiter à une publication par an d'un livre digne d'intérêt pour les libertaires. Et la seconde, offrir sans conditions ni arrière-pensées, les bénefs éventuels provenant de ces publications à des œuvres libertaires.

Le groupe Los Solidarios était né.

Nous rédigeâmes un petit pacte associatif intitulé *Principes de base de Los Solidarios*. Nous le fîmes circuler auprès de nos proches. Et, très vite, nous nous retrouvâmes une bonne vingtaine, de tous les horizons de la galaxie libertaire. Restait à trouver le prochain livre à éditer et le prochain bénéficiaire.

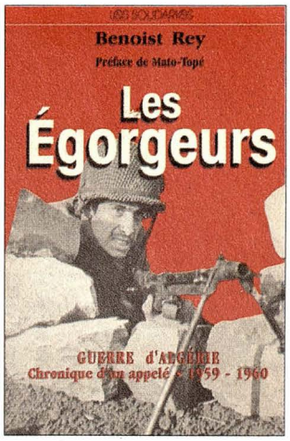
Une rencontre de hasard en Ariège avec Benoist Rey et le livre, *les Égorgeurs*, qu'il avait écrit après son « séjour » en Algérie comme appelé du contingent, et qui avait été censuré et saisi dès sa sortie aux éditions de Minuit en 1961. La librairie La Plume noire de Lyon qui venait d'être incendiée par les fachos et qui avait besoin de sous... L'affaire fut vite entendue.

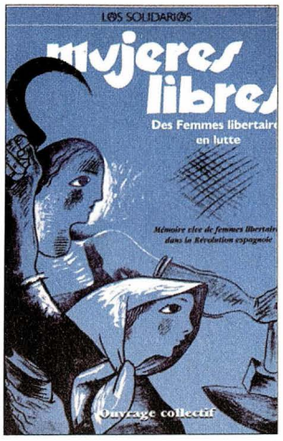
Pour fêter l'événement de la parution de notre deuxième bouquin, nous fîmes une grande fête en Ariège et, spontanément, toujours dans l'optique de ne pas se prendre trop au sérieux, nous organisâmes, déguisés en flics, en curés, en militaires et en tout ce que nous voulions, une remise grandiloquente du Grand Prix « Ni dieu ni maître 1999 » (une lampe de chevet formée de christs la tête en bas). Un jury de carnaval, une petite foule dépenaillée, Benoist déguisé en lauréat, Gérard également, une conférence de presse théâtrale (les médias locaux tombèrent dans le panneau et rendirent largement compte de cette remise « étonnante » du Grand Prix « Ni dieu ni maître »), un slogan au fronton : « Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir », des flots de chansons autour de l'orgue de barbarie de Gérard et de Suzy, des torrents d'amitié et de convivialités, un moment inoubliable, l'envie désormais dévorante de se revoir au plus vite et de poursuivre cette petite aventure de fête et de solidarité.

L'année suivante, en 2000, Jacinthe qui écrivait une graine d'ananar sur Sara Berenguer nous proposa d'éditer l'histoire des *Mujeres Libres*. Elle s'y attela. Les Solidarias étaient nées.

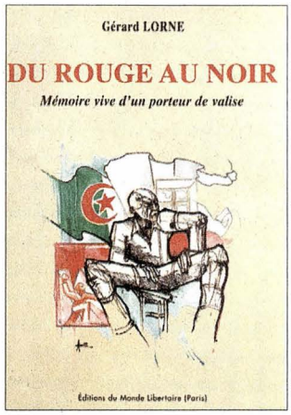
Des copines, des copains du groupe revenant de Montevideo (Uruguay) nous proposèrent d'attribuer les bénefs à la communauté libertaire Del Sur qui avait besoin de sous pour acheter une ambulance (en plus de l'édition ils font un gros travail social sur leur quartier). Adopté. Et de nouveau la fête, l'amitié et la solidarité.

Désormais, nous étions une quarantaine. Les livres se vendaient bien (chaque membre du groupe s'attelant à cette tâche). Décision fut prise de mutualiser les dons que nous faisions et de les ramener à la somme de





los solidarios en actes



1998 : *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise*, Gérard Lorne, Grand Prix « Ni dieu ni maître 1998 », 20 000 F versés à l'école libertaire Bonaventure.

1999 : *les Égorgeurs, guerre d'Algérie, chronique d'un appelé, 1959-1960*, Benoist Rey, Grand Prix « Ni dieu ni maître 1999 », 20 000 F versés à la librairie La Plume noire de Lyon, incendiée par les fascistes en 1997.

2000 : *Mujeres Libres*, ouvrage collectif, Grand Prix « Ni dieu ni maître 2000 », 20 000 F versés à la communauté libertaire Del Sur de Montevideo en Uruguay pour l'achat d'une ambulance.

2002 : *Ils ont osé, Espagne 1936-1939, Chroniques, témoignages, reportages... de l'époque*, Cédric Dupont, Grand Prix « Ni dieu ni maître 2002 », 1 500 euros seront versés à la fondation Salvador-Segui (centre d'études libertaires espagnol) et 1 500 autres euros à la fondation Anselmo-Lorenzo (centre de documentation anarchiste espagnol), dès que possible.

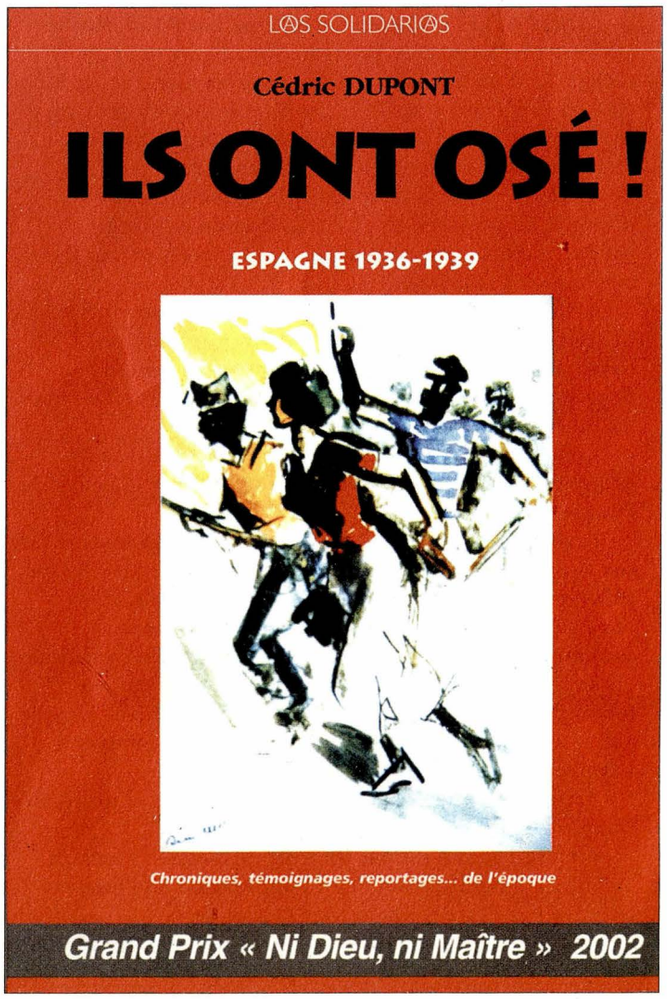
20 000 F. Vingt mille francs avaient en effet été versés à Bonaventure, 20 autres mille francs à La Plume noire. Vingt mille francs furent donc versés lors de la remise du grand prix « Ni dieu ni maître 2000 » à la communauté Del Sur.

60 000 F reversés en trois ans à trois œuvres libertaires avaient mis notre trésorerie à sec. En 2001, nous ne pûmes donc rien éditer. En 2002, nos finances ayant retrouvé le sourire, nous avons choisi de publier le livre de Cédric Dupont *Ils ont osé* et d'attribuer 1 500 euros à la fondation Salvador-Segui et 1 500 autres euros à la fondation Anselmo-Lorenzo.

Fin 2003, nous allons publier deux livres (pour compenser l'année blanche de 2001). L'un de notre camarade Suzanne Weber sur la vieillesse. Et, l'autre, une réédition du bouquin de May Picqueray *Mes 80 ans d'anarchie*.

Le bénéficiaire 2003 du Grand Prix « Ni dieu ni maître » n'est pas encore choisi, mais il y a de fortes chances pour que ce soit... nous-mêmes car l'idée est dans l'air que les Solidarios et les Solidarias reprennent à leur compte le projet (d'une camarade du groupe) de créer un lieu de vie, voire un village, pour vieux (vieilles) et moins vieux (vieilles) libertaires. Pour l'heure, les quarante-cinq membres des Solidarios et des Solidarias en sont là. J.-M. R.

Si vous voulez en savoir plus ou faire un petit bout de chemin avec nous, vous pouvez nous contacter à : los Solidarios, las Solidarias, Les Ginestes, 81 350, Crespin, tél. : 05 46 76 73 10.



Toutes ces publications sont bien entendu disponibles à Publico ou chez Los Solidarios

los solidarios en toutes lettres

Principes de base

Article premier : Los Solidarios est un groupe non labellisé de libertaires ordinaires c'est-à-dire de cœur.

Article 2 : Los Solidarios a pour objectif de financer une fois (mais ça peut être zéro comme deux, dès lors que l'esprit prime sur la lettre) par an l'édition d'un livre jugé digne d'intérêt pour les libertaires.

Article 3 : Los Solidarios offre, sans conditions ni arrière-pensées, les bénéfices (éventuels) de la vente des livres dont il finance l'édition à des œuvres libertaires.

Article 4 : Los Solidarios est une structure libertaire (et donc d'égaux), d'affinité, de solidarité, d'amitié, d'amour et de plaisir qui fonctionne sans déclaration auprès des autorités, sans président, sans vice-président...

Article 5 : Les membres de Los Solidarios se réunissent une fois par an (minimum) pour faire le bilan de leur action passée, pour choisir le prochain livre dont ils vont financer l'édition, la prochaine œuvre à laquelle ils vont offrir les bénéfices de la vente de ce livre et... pour faire la fête.

Article 6 : Les décisions du groupe Los Solidarios se prennent en assemblée générale sur la base de la recherche d'un consensus entre tous les membres présents (les absents étant consultés par téléphone) du groupe, et dans l'hypothèse d'un non-consensus, sur la base de l'abstention amicale de la ou des minorités.

Article 7 : L'abstention amicale d'une minorité n'implique pas pour elle l'obligation de participer (la participation est souhaitée) au financement du livre choisi par la majorité.

Article 8 : L'abstention amicale sur le choix de l'œuvre bénéficiaire de l'édition d'un livre n'implique pas davantage (elle est souhaitée) la participation au financement de l'édition du livre dont les bénéfices vont lui être attribué.

Article 9 : Chaque année, un nouveau membre du groupe Los Solidarios est désigné pour gérer le projet de l'année à venir.

Article 10 : L'adhésion au groupe Los Solidarios se fait sur la base de l'accord avec les neuf premiers articles des principes de base de Los Solidarios, de la cooptation consensuelle par une AG et d'un investissement souhaitable de 75 euros non minimum et non maximum.

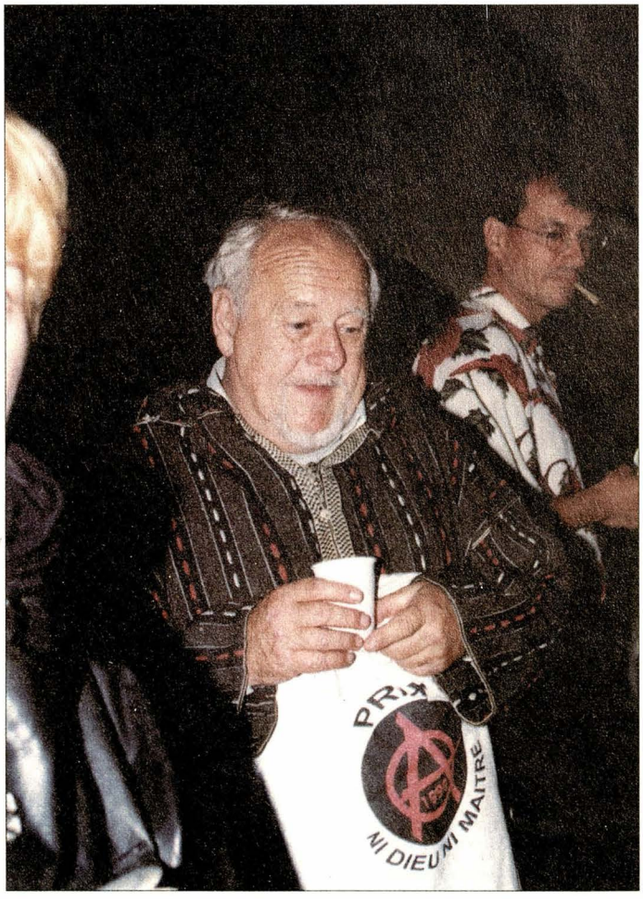
Article 11 : L'investissement financier de chaque membre du groupe Los Solidarios lui est restitué chaque année avec l'espoir qu'il fasse le choix de participer à l'aventure de l'année ou des années suivantes.

Article 12 : Mieux vaut allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité.

Article 13 : Il n'est pas interdit de mettre le feu à la savane de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain avec la bougie.

Article 14 : Nous ne sommes presque rien, soyons tout !

Deux jeunes talents primés, Benoist Rey en haut (1999) et Gérard Lorne en bas (1998).



retraites

les anarchosyndicalistes remettent l'ouvrage sur le métier

Comité intersyndical de défense des retraites

À Lyon, voici quelques semaines, s'est créé un « comité de défense intersyndical des retraites », à l'initiative de militantes et de militants syndicalistes d'horizons divers. Il s'ajoute à la liste des comités de Paris, Périgueux, Besançon, Grenoble, etc. Un tract a été diffusé massivement à la manifestation du 3 avril 2003. Une réunion à la suite de cette manifestation a permis d'élargir le petit cercle initial. L'appel émanant de ce comité est actuellement signé par trente militant(e)s syndicalistes, dans l'attente de signatures de plusieurs structures syndicales.

QU'EST-CE QUI MENACE vraiment les retraites ? Contrairement à ce que martèle la propagande actuelle :

– Ce n'est pas le vieillissement de la population. L'augmentation du nombre de retraités n'est pas un handicap dans une société où la productivité des actifs augmente constamment : chacun produit davantage et peut subvenir aux besoins d'un nombre croissant d'inactifs.

– Ce n'est pas le départ à la retraite à 60 ans. Quels sont les effets d'un allongement de la durée de cotisation, dans une société où un actif sur dix est au chômage, où les deux tiers des salariés qui arrivent à l'âge de la retraite n'ont déjà plus d'emploi (préretraite, invalidité, chômage) ? Des retraités plus pauvres d'abord... Un peu moins de retraités, ensuite, mais autant de chômeurs en plus, et pas un cotisant de plus. Car ce ne sont pas les actifs qui manquent, ce sont les emplois.

Ce qui menace les retraites c'est :

– La persistance d'un taux de chômage élevé. Cent mille emplois, c'est 1,5 milliard d'euros de recettes de cotisations sociales.

– La baisse relative de la masse salariale. Au cours des vingt dernières années, la part de la masse salariale dans le revenu national est passée de 70 % à 60 %. C'est autant de perdu pour financer les retraites des salariés.

– La baisse organisée du niveau des retraites, notamment par la « réforme » Balladur de 1993 pour le secteur privé : indexation sur les prix et non plus sur les salaires, calcul des pensions sur les 25 meilleurs années (au lieu de 10), allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 ans. L'ensemble de ces mesures devrait entraîner une dévalorisation des retraites du secteur privé. Exemple : pour un salaire de 6000 Francs, une pension de 3850 Francs au lieu de 4700 actuellement

– La volonté d'imposer une retraite par capitalisation, sous forme de fonds de pension ou autre, se substituant, même partiellement aux retraites par répartition. À la recherche de nouveaux profits, le patronat, et notamment les représentants de la finance, voudraient mettre la main sur les sommes colossales qui transitent par la protection sociale sans rien leur rapporter.

– Le projet de « retraite à la carte » ou la prétendue « liberté de choix » pour prendre sa retraite avant ou après l'âge légal. En fait, les plus riches pourraient partir plus tôt grâce à leur haut revenu ou à leur épargne-retraite complémentaire. Les salariés aux revenus modestes (et aux conditions de travail les plus pénibles) seraient contraints de rester en activité, sauf à accepter une retraite très faible.

La retraite par capitalisation, c'est :

– Le triomphe du chacun pour soi : le salarié prélève une partie de son salaire pour acheter des actifs financiers en vue de constituer un capital pour assurer ses vieux jours.

– Une retraite à deux vitesses : une retraite de base pour tous, d'un niveau faible, gérée par répartition, complétée par une épargne individuelle réservée à ceux qui en auront les moyens.

– Une retraite-casino : c'est quitte ou double ! Si les cours de la Bourse chutent, l'épargnant perdra sa « mise » (cf. Enron, France Telecom, Vivendi). Si les cours sont élevés, ils auront une bonne retraite... Sur le dos des salariés actifs : quand les profits augmentent, les salaires diminuent.

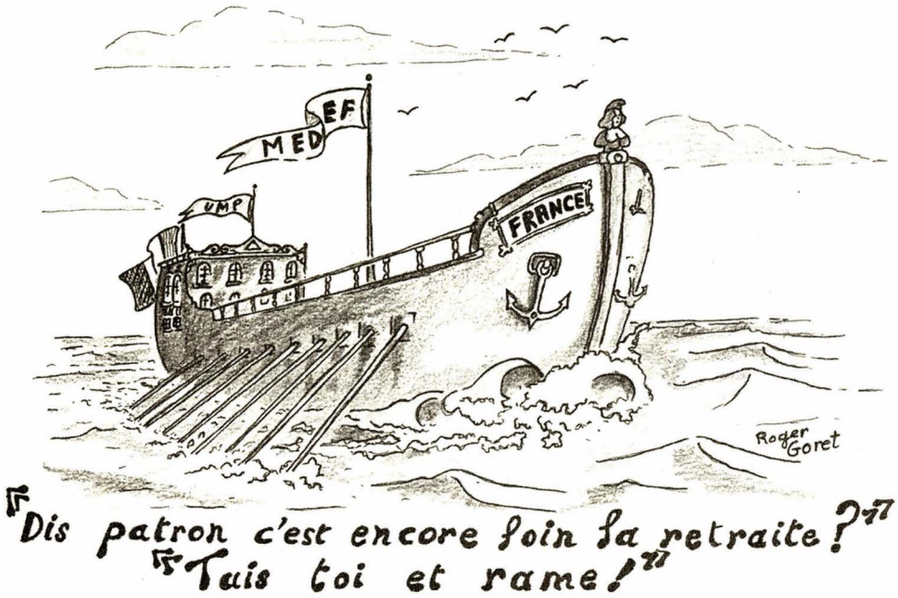
– De nouvelles tensions sociales : devenus rentiers, les retraités auraient intérêt à la hausse des rendements financiers, donc à l'exploitation des salariés, à la compression des salaires et des effectifs. Et que dire du salarié-actionnaire, lui-même tiraillé entre ses intérêts antagoniques ?

– L'aggravation de la crise économique :

L'épargne salariale viendrait alimenter la spéculation financière et, par conséquent, la récession et le chômage.

– La dictature des marchés : la répartition des richesses entre actifs et retraités serait « gérée » par les mécanismes aveugles des marchés financiers, avec leurs conséquences parfois brutales : ruine des épargnants ou licenciements boursiers.

suite page 16



Outre le danger qu'elle représenterait pour les retraites et pour l'économie en général, outre le modèle de société qu'elle induirait, la retraite par capitalisation n'apporterait donc aucune solution à un éventuel problème démographique.

La retraite par répartition c'est :

– Le principe de solidarité : le salarié verse une partie de son salaire dans un « pot commun » qui alimente les pensions des retraités. Sa retraite sera payée de la même façon par les actifs de demain.

– Un système généralisé en référence au salaire : des cotisations payées par tous les salariés, ouvrant à tous des droits à la retraite (même s'ils reproduisent les inégalités de salaire).

– Une retraite assise sur la production des générations futures : par ses cotisations, le salarié acquiert le droit à une part des richesses qui seront produites par la génération suivante, sous la forme d'une part de la masse salariale future. Cette part dépendra du niveau des salaires et des taux de cotisation qui seront alors définis par la collectivité.

– La cohésion du salariat : par le biais des cotisations assises sur les salaires, toute augmentation de ceux-ci accroît les sommes affectées aux retraites. Cela maintient une convergence d'intérêt entre salariés actifs et salariés retraités.

– Une relance de la croissance et de l'emploi : les cotisations sont immédiatement reversées aux retraités sous la forme de pensions, constituant un pouvoir d'achat qui alimente la croissance et l'emploi.

– La primauté du politique : la part des richesses affectées aux retraites résulte d'une décision « politique » – que celle-ci relève des pouvoirs publics ou des « partenaires sociaux » – dans le cadre d'un débat public transparent, vote, négociation salariale ou conflit social.

– Et en plus un système qui a fait ses preuves : l'existence, depuis plus d'un demi-siècle, d'un système de retraites par répartition, obligatoire et généralisé, a conduit à une amélioration sensible de la situation des retraités. La vieillesse, autrefois synonyme de pauvreté, ne l'est plus aujourd'hui en règle générale. Au cours des quarante dernières années, la part des retraites dans le produit national est passée de 5 % à 12,5 %. Par quel moyen ? Par une augmentation du taux des cotisations, qui a doublé en trente ans. Sans engendrer de catastrophe ! Pourquoi en serait-il autrement dans les années qui viennent alors que, même avec une croissance plus faible, la productivité continue à augmenter plus vite que le nombre relatif de retraités ?

Le système de retraite par répartition permet une adaptation progressive aux évolutions démographiques et économiques, par un ajustement, année après année, des taux de cotisations, afin d'assurer une répartition maîtrisée des gains de productivité entre salariés actifs et retraités.

D'autres choix sont possibles et nécessaires :

– Abroger la réforme Balladur de 1993. L'amélioration du niveau de vie des retraités est une conquête récente, dont la remise en cause est une régression indigne. Il faut donc abroger la réforme Balladur de 1993.

– Ramener la période de référence pour le calcul des pensions aux dix meilleures années (au lieu de vingt-cinq), pour ne pas pénaliser notamment les salariés de plus en plus nombreux aujourd'hui, qui ont eu des carrières courtes, chaotiques ou en pointillés.

– Ramener à 37,5 annuités la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, en rétablissant ainsi par le haut l'égalité entre les salariés du public et du privé.

– Rétablir l'indexation des pensions sur les salaires (et non plus sur les prix), afin que les retraités touchent aussi leur part des progrès de la productivité.

Tout cela est réaliste. L'augmentation constante de la productivité permet d'assurer à la fois un niveau élevé des retraites et la progression du revenu des actifs. Encore faut-il que les gains de productivité ne soient pas accaparés par les détenteurs du capital, mais qu'elle profite aussi aux salariés, actifs et retraités. Cela pose le problème de la répartition des richesses.

Partager les richesses !

Le financement des retraites ne peut en effet être assuré que si l'on inverse le mouvement de baisse relative de la masse salariale, par prélèvement sur la masse des profits.

– Augmenter les salaires, fortement comprimés ces dernières années sous l'effet du chômage et du recul des acquis sociaux, notamment en matière de droit du travail.

– Augmenter le taux des cotisations patronales. La création d'emplois et la hausse des salaires induiront une augmentation automatique des cotisations de retraite.

Mais cela ne suffira pas. Une augmentation progressive du taux sera nécessaire. Elle devra porter sur la part patronale, qui a beaucoup baissé en valeur relative (56 % du total des cotisations vieillesses contre 64 % il y a quinze ans).

Les organisations et les syndicalistes signataires appellent tous les salariés du privé comme du public, les précaires, les chômeurs, les jeunes, les retraités, à se mobiliser pour empêcher Raffarin d'imposer une nouvelle et grave régression sociale. Elles appellent aussi à participer massivement aux manifestations et aux réunions publiques programmées dans le département ces prochaines semaines.

Si vous désirez rejoindre la liste des signataires, vous pouvez écrire au comité : comite-retraite69@yahoo.fr

Source :
***Lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires*, n° 33, avril 2003**

Pour recevoir la Lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires chaque mois, ainsi que nos « flashs d'information », communiquez-nous votre courriel à : lettremsl@wanadoo.fr.
Une version « papier » est éventuellement disponible. Pour cela, envoyez-nous vos coordonnées à MSL, c/o ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon accompagné d'un chèque de 8 euros (abonnement pour un an) aux seules initiales « MSL ».
Consultez notre site : http://perso.wanadoo.fr/lettre-msl/

Le Monde

la face cachée du livre de Péan et Cohen

Ramon Sanchez

Le mouvement libertaire est resté silencieux dans une affaire qui a déchaîné les médias entre le 21 février et les premiers jours de mars, une sorte d'ouragan médiatique accompagnant la sortie du livre-réquisitoire contre le quotidien parisien dit de référence. En revanche, aux marges du mouvement, dans *Charlie Hebdo*, et sur France Inter, lors de l'émission de Daniel Mermet, « Là-bas si j'y suis », les alter-mondialistes s'en sont donnés à cœur joie contre *le Monde*. Que penser de cette affaire ?

Tout au long du bouquin de Péan et de Cohen, le vieux journal [1] en prend pour son grade : de référence incontestable dans les années 50-60, il serait devenu sous l'influence d'un trio maléfique [2], sorte de main noire corsico-trostko-libérale, une gazette sensationnaliste où sont immolées, en sa Une désormais redoutable et en couleur – insulte suprême à la tradition rigoriste –, les ennemis choisis du trio en fonction de critères totalement étrangers à l'objectivité historique supposée du quotidien. *Le Monde* serait donc gouverné par une logique étrangère à l'information neutre, une logique de pieuvre, de pur pouvoir sans morale, sans contrôle ni limite, bref, *le Monde* doit être rabattu, abattu. Des culs bénits de *la Croix*, au libéraux-libertaires de *Libé*, ils s'y sont tous mis, et de taper sur la vieille bête blessée. Mais à qui profite l'agression ? Posons-nous la question ? Réfléchissons au sens de ce lynchage médiatique dont a été victime le journal pendant près de trois semaines, regardons d'où sont venus les premiers coups, et quelles idées se cachent sous ceux qui hurlent avec les loups ? L'ombre et la lumière, on connaît, on nous a déjà fait le coup plusieurs fois au cours de l'Histoire, le simplisme des bons du côté des deux humbles et honnêtes journalistes et de la mauvaise pieuvre papivore saute aux yeux.

Il ne s'agit ici nullement de résumer le livre, tout au plus d'apporter un éclairage particulier aux lecteurs, aux militants libertaires. Ils ont droit à un autre son de cloche que celui qui a résonné dans *Charlie Hebdo*, où, mis à part Michel Polac et Philippe Corcuff, la rédaction s'est visiblement rangée derrière le parti bourdieusien ultra-rigide.[3]

Il y a, au sein de la collectivité humaine qu'est l'entreprise *le Monde*, des militants et sympathisants libertaires dans toutes les catégories de personnel. Et ce livre est une injure, non seulement pour la direction du journal, mais aussi pour ses salariés, qui sont dépeints comme des profiteurs serviles qui bénéficient de vacances aux Seychelles et qu'on a muselés grâce à une laisse dorée. Et puis, quoi encore ? À quand la liste de Schinlder des salariés qui résistent et celle de ceux qui se soumettent au trio diabolique ?

Disons-le tout net : on n'introduit pas un débat dans une entreprise de presse en suite page 18

commençant par chercher à la détruire. D'autant plus que cette entreprise présente la particularité d'être majoritairement la propriété de ses salariés, et qu'en matière de démocratie sociale, de répartition de la plus-value générée, elle est, assez loin devant les autres, un modèle.

Écartons aussi d'entrée de jeu l'objection facile de connivence assujettie, ou de subjectivité alimentaire. Il y a d'autres lieux plus gratifiants et efficaces pour défendre *le Monde* que d'écrire dans *le Monde libertaire*. Pour « conserver » sa place, écrire dans *le Monde libertaire* n'est pas un tremplin pour une carrière future. Mais quand il y a un tel écart entre l'image décrite dans un livre et la réalité vécue, réagir est un devoir. Faire usage de sa liberté de parole une exigence.

Rappelons d'abord d'où vient l'enquête-brulôt contre *le Monde*?

L'Express, contrôlé par Dassault, a commencé la campagne de promo du livre en publiant le 21 février les bonnes feuilles en avant-première, puis, le livre, est paru dans une maison d'édition contrôlée par le groupe Lagardère. Au-delà des opinions des auteurs, il faut noter que ce sont deux puissants groupes industriels de l'armement qui ont financé le travail de nos enquêteurs, mercenaires chevaliers blancs de la vertu journalistique.

Ce qui est visé derrière ceux qui sont visés ?

Après deux décennies de fragilité économique, *le Monde* est en train de construire un groupe de presse indépendant et solide financièrement, pour garantir justement de n'être à la botte d'aucun marchand d'armes en particulier, d'aucun actionnaire unique et dominant, fût-ce un oligarque éclairé. Ce livre vise directement ce processus. Les groupes concurrents sont à l'affût. L'odeur du sang, ils ont l'habitude. Et la réussite de Jean-Marie Colombani, qui n'est qu'un journaliste aux yeux du milieu des affaires, inquiète et fait pas mal d'envieux. L'indépendance et la mesure de cet homme, alliée au dynamisme et au professionnalisme du bouillonnant Edwy Plenel, voilà l'attelage sur lequel les coups sont portés: il est au cœur de la réussite éditoriale incontestable du « nouveau » *Monde* supposé dévoyé en comparaison de l'ancien *Monde* en quasi-faillite supposé objectif. Réduire *le Monde* à deux ou trois dirigeants, c'est oublier un peu vite les plus de mille salariés, journalistes, ouvriers, employés et cadres qui participent, construisent contradictoirement l'être vivant qu'est ce journal. Réduire la réalité tumultueuse d'un quotidien au glacis d'un système totalitaire dont l'horlogerie maléfique serait gouvernée par ce binôme adoubé au grand capital, via l'homme d'affaire libéral, Alain Minc est une insulte à l'intelligence. Que Plenel soit dur, parfois, que Colombani use des armes courantes chez les requins de la finance, parfois, bon d'accord. Et puis après? *Le Monde* est un journal que chaque lecteur peut juger tous les jours à la lumière de ce qui est imprimé. Bien entendu, nous ne partageons les idées d'aucun de ces trois dirigeants, ni même les positions démocrates-sociales et libérales modérées défendues dans le quotidien. L'accumulation de haine dans ce brûlot détruit le propos de ces auteurs. Si l'exposé avait, de façon rigoureuse, dépassionnée et analytique, tenté de démontrer la thèse de ses auteurs, on pourrait parler d'un livre utile au débat d'idées, à la discussion sur les pratiques journalistiques, sur les relations entre politique, presse, et vie d'une entreprise, sur l'exercice du pouvoir aussi, et la fonction des contre-pouvoirs au sein d'une démocratie.

Le cœur du dispositif idéologique du livre

Il y a non pas deux (deux auteurs = deux livres) mais trois livres dans l'ouvrage: au premier plan, une série de faits et d'histoires qui se veut une enquête journalistique, au deuxième niveau, le ciblage des responsables identifiés avec tri sélectif des bons et des mauvais journalistes au sein du journal (les mauvais sous contrôle de Plenel et de Colombani, les bons, ceux qui résistent à la direction), au troisième plan, une idéologie, une sorte de ciment politique (le respect de la raison d'État et la défense des intérêts supérieurs de la France).

Les faits

Les affreuses affaires dans lesquelles aurait trempé la direction du *Monde* sont décrites avec force détails, dans un style très direct, et sont présentées sous formes de récits thématiques (un thème par chapitre). L'enquête semble avoir consisté à faire parler le maximum de témoins à charge qui avaient du ressentiment contre *le Monde* et son actuelle direction. Le seul « hic », quand on connaît par le détail certains des dossiers traités, peut se décrire en trois mouvements:

– Les auteurs font preuve d'un esprit de « complot » caractérisé (paranos?) et noircissent le tableau à outrance

– Les infos de base ne sont même pas vérifiées, croisées, avec une rigueur suffisante

– L'exposé est entrecoupé assez régulièrement de jugements de valeur et d'attaques personnelles

Il y a beaucoup de travail derrière ce livre, mais quantité ne rime pas avec qualité, même au niveau de la compilation factuelle.

N'y a-t-il pas de contre-pouvoirs au *Monde*? Il suffit de se renseigner pour savoir qu'au moins trois forts pôles de contre-pouvoir existent bien au sein du quotidien: les sociétés de personnel, les syndicats et le CE, et le médiateur du *Monde*, qui, dans ses chroniques ne s'est d'ailleurs pas privé de critiquer la couverture du livre par *le Monde* lui-même.

Bien sûr, la direction du *Monde* n'est pas parfaite, et dans les colonnes du *Monde libertaire*, nous n'avons jamais manqué de dénoncer la dérive du pouvoir journalistique, comme de tous les pouvoirs médiatiques. Mais l'effet d'amplification et la mise en scène de ces dérives, la théorisation de certaines erreurs, leur transformation en système de gouvernement sont une parfaite forfaiture qui renvoie au système qu'elle prétend décrire et dénoncer: le procédé est « stalinoïde ».

Enfin, il est intéressant d'étudier le ciment idéologique, sorte de colonne vertébrale du livre. Le contre-pouvoir réel et palpable que constitue ce quotidien, ce groupe en devenir gène de nombreux intérêts. La collectivité humaine ainsi constituée, avec cette particularité qui consiste à n'appartenir à aucun groupe industriel, a être propriété (principale) de ses salariés est un mauvais exemple pour une partie de l'établissement politico-financier.

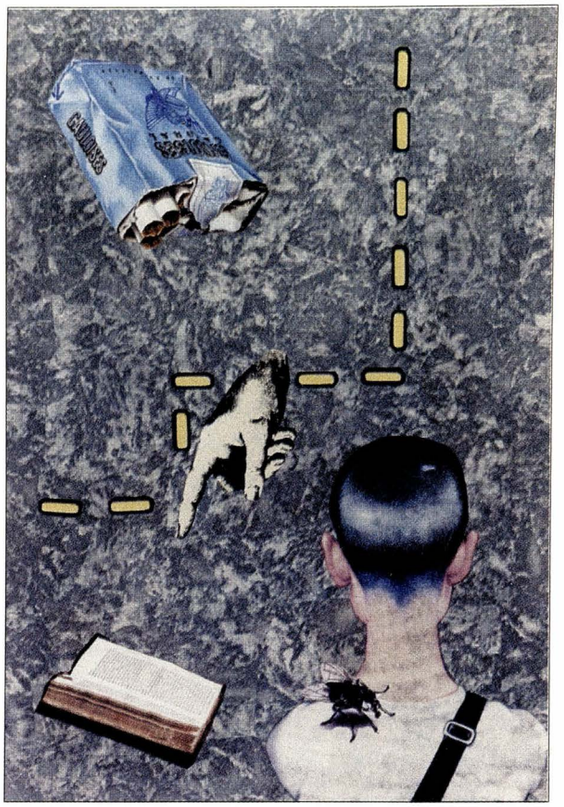
Derrière la charge contre le journalisme d'investigation à l'affût du scoop, discours qui pourrait paraître technique, discours en faveur d'un journalisme plus apaisé, plus respectueux des individus et de l'État, se cache une position de principe que *Charlie Hebdo* du mercredi 26 février présente en page 3, parlant du secret d'État: « Mieux vaut le secret (d'État) que le simulacre de la transparence? », « Exactement », répond Péan. Et ce discours va plus loin: Plenel et Colombani, ainsi que Minc dans une moindre mesure, sont accusés de chercher à nuire à la France, « de jouer le dénigrement systématique de la France ». Nous y voilà: l'anti-France façon 2003, c'est eux. Le Corse, l'ancien trotskiste et l'homme d'affaire obligatoirement sans patrie.

La question est aussi posée aux lecteurs du *Monde libertaire*, même s'il n'y a pas ici que des amis du *Monde*: l'existence du *Monde* est-elle une garantie pour nous tous que la société dispose d'un outil puissant de contre-pouvoir face à l'État et aux puissances économiques dominantes? L'indépendance du *Monde*, même si elle n'est pas parfaite, est aujourd'hui forte, et c'est elle qui est au cœur du débat. Avec un groupe de presse puissant, elle se renforce. Sans groupe autour du *Monde*, elle disparaît et avec elle la force du contre-pouvoir. La disparition du *Monde* serait-elle un progrès de la liberté d'expression ou une régression? Les auteurs de ce livre auront contribué à salir et à décrédibiliser un journal, et cherchent clairement sa disparition, quoi qu'ils racontent en préambule.

Les libertaires peuvent penser qu'il s'agit d'un règlement de compte au sein de la presse bourgeoise et que ça ne les concerne pas: c'est possible. J'ai la faiblesse de penser qu'il faut éviter de hurler avec les loups, car demain, nous risquons d'être leur victime. **R.S.**

1. *Le Monde* existe depuis le 19 décembre 1944.
2. Jean-Marie Colombani en est le directeur du journal, Edwy Plenel en est le directeur de la rédaction, Alain Minc est président du conseil de surveillance et président de la société des lecteurs du *Monde*.
3. Philippe Cohen a fait partie du comité de campagne de Jean-Pierre Chevènement.

Leçon de révolte



André Bernard (collage) :
À 7 ans, j'ai fumé.

« J'irai au braquage comme on va en croisade ! »

J'AI EU LA CHANCE – immense – de rencontrer Laurent Jacqua. De la rencontre, il ressort un regard, un sourire et surtout une force immense. Trop facile de parler d'un « homme debout ». C'est au-delà d'une expression aussi banale...

Il communique l'énergie de la révolte et, simultanément, l'expression de tant de souffrances glanées dans les mitards et les quartiers d'isolement des prisons de France... et aussi celles de tous les rescapés de ces enfers qu'il a croisés pendant ces années d'enfermement.

Non, ce n'est pas une histoire de taulard de plus, une histoire pour faire du pognon ou du cinoche, c'est une histoire qui fait mal... Écoutez...

Une vie qui bascule

Pour aller vite, on dira que tout a commencé quand Laurent Jacqua avait 18 ans... Une banale histoire de légitime défense contre une bande de skinheads, et le voilà en prison pour dix ans.

C'est en prison qu'il apprend qu'il est séropositif : la peine de prison devient brutalement une peine de mort. Alors, il ne faudra plus parler à Laurent Jacqua du « sens de la peine » ou de réinsertion... Non, car s'est engagée une lutte pour la vie, tout simplement, avec cet horrible compte à rebours enclenché par le virus. Laurent Jacqua gagne la première manche : une évasion, une belle pour faire la nique à la mort...

En cavale, entre nécessité et refus de la société, Laurent Jacqua braque. Mais, attention, on ne trouve pas une once d'héroïsme dans son récit : les mains tremblent, la sueur perle... Et on a mal avec lui lorsque, situation oblige, il se rend coupable, à ses yeux, d'agissements que sa morale réprouve.

Le retour en prison est terrible. La Pénitentiaire ne pardonne pas à ses sujets de lui préférer d'autres cieux, les sbires se vengent, et tout cela signifie : isolement, transferts à répétition, bastonnades et mille petites mesquineries qui, si elles ne laissent pas de traces, ont bien un but explicite : détruire.

Alors Laurent Jacqua résiste, mais isolé, malade... Quelle arme lui reste-t-il ? Son sang contaminé. Évidemment, de tant souffrir, il va flirter avec la folie. Mais il a cette force – non pas surnaturelle ou religieuse, mais humaine – de se révolter encore quand tout semble perdu d'avance.

Du sadisme ordinaire à l'extraordinaire barbarie

Il y a pire. Il y a le cynisme de cette ministre de la Justice, en visite à la Santé qui, rencontrant Laurent Jacqua, et qui, à l'exposé de sa situation, n'a qu'un mot à la bouche : « Espoir ». Pour un homme condamné à mort par la longueur de sa peine et par la maladie qui le dévore, c'est un peu léger, non ?

J'ai un souhait : que ces messieurs-dames de la « Tentiaire » répondent... sur les passages à tabac, sur les humiliations ordinaires auxquelles ils semblent prendre tellement goût, sur toutes ces choses intolérables, surtout lorsqu'on a le toupet d'afficher partout la Déclaration des droits de l'homme !

Ces « petits murs de Berlin »...

Et il y a ce que Laurent Jacqua appelle, si bien, les « petits murs de Berlin » : ces murs où meurent les évadés, tués de sang-froid par des fonctionnaires, « qui ne font que leur travail »... et dont l'horreur de leur tâche n'apparaîtra aux citoyens épris de sens critique que plus tard. Ça ne vous rappelle rien ?

Ces « petits murs de Berlin » séparent deux mondes, dont on me dit que l'un est « libre », comme on disait aux victimes du socialisme « à visage humain » que le capitalisme rimait avec liberté. C'est à méditer... À moins que comme on me l'a chuchoté : « Les prisons existent pour que ceux qui sont dehors croient être libres. »

Alors, tu as raison, Laurent : non, le plus scandaleux, ce n'est pas la libération de Papon, c'est toutes ces détenues et tous ces détenus qu'on laisse mourir en prison... qu'on fait sciemment mourir derrière les hauts murs.

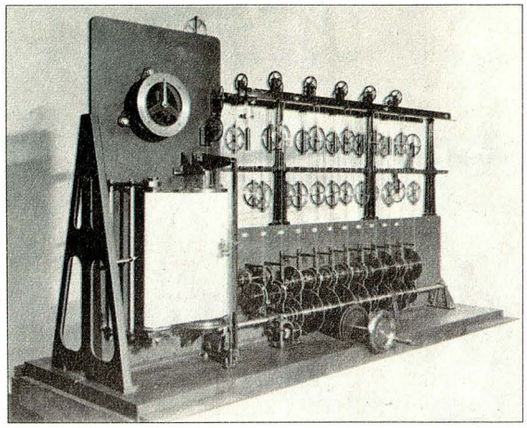
À bas toutes les prisons !

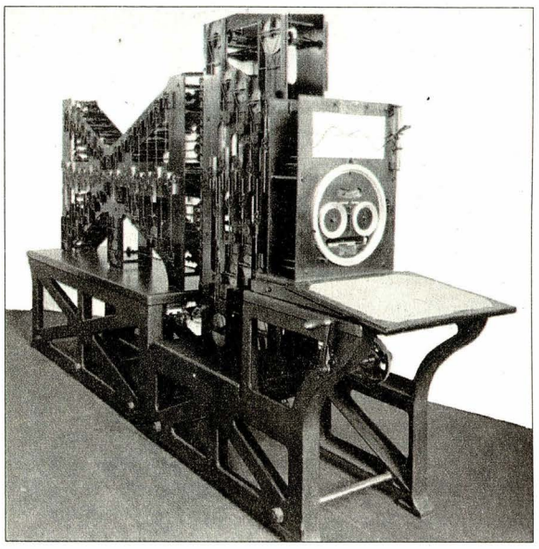
Dernière minute : Laurent Jacqua fait partie des détenus qui ont été transféré de la centrale de Clairvaux, suite à un début de mutinerie le 18 février. Il est actuellement au quartier d'isolement de Fresnes... Combien de temps encore durera sa longue errance de prison-mouroir en quartier punitif ?

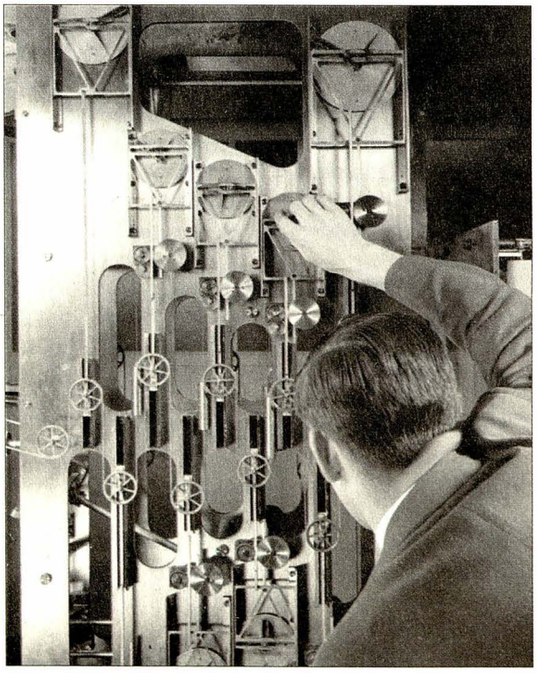
Gwénola Ricordeau
groupe Ras les murs

Laurent Jacqua, *la Guillotine carcérale. Silence, on meurt*, éd. Nautilus, 370 p., 17 euros.

Jacques Ellul







Ces machines semblant sortir d'un film de SF de série z ne sont rien de moins que des appareils pouvant prévoir et évaluer les marées. La première d'entres elle fut conçue en 1882 par le mathématicien américain William Ferrel. Celles-ci passent pour des gamines dans la mesure où elles ont été opérationnelles en 1912.

Vous êtes un peu pro-situ ? Savez-vous bien qu'une bonne partie de Debord, c'est de l'Ellul acidifié ? Vous avez beaucoup lu Ivan Illich ? Savez-vous bien qu'une bonne partie d'Illich, c'est de l'Ellul appliqué ? Vous digérez Paul Virilio ? Savez-vous bien qu'une bonne partie de Virilio, c'est de l'Ellul développé ? Un demi-scandale qui dure depuis longtemps est la demi-obscurité où demeure l'un des penseurs les plus aigus et les plus fertiles du siècle. Jean-Luc Porquet, qui fait beaucoup pour insuffler un peu d'esprit neuf au *Canard enchaîné*, tente de réparer cette injustice en publiant *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu*.

Il s'agit d'un très utile résumé de l'œuvre énorme d'Ellul (presque cinquante volumes !), incompréhensiblement peu rééditée, hormis l'essentiel *la Technique ou l'enjeu du siècle*. Mentionnons que l'Atelier de création libertaire a publié *Anarchie et Christianisme*. Ce dernier titre explique d'ailleurs pourquoi Ellul sent partout le soufre : trop méchant politiquement pour être vraiment accepté par les institutions, il était trop parpaillot pour être accepté par les politiquement méchants. L'Ellul qui nous intéresse n'est pas le parpaillot, mais celui qui a su fonder la critique de la technique. Jean-Luc Porquet a brillamment résumé « vingt idées fortes sur la technique » :

La technique a récemment changé de nature et forme désormais système. La technique rend l'avenir impensable. La technique n'est ni bonne ni mauvaise. L'homme ne maîtrise pas la technique : elle s'auto-accroît en suivant sa propre logique. La technique crée des problèmes, qu'elle promet de résoudre grâce à de nouvelles techniques. La technique n'en fait qu'à sa tête, et tant pis pour la démocratie ! La technique est devenue une nouvelle religion. La technique renforce l'État, qui renforce la technique. Les transnationales sont les enfants de la technique. Nous vivons sous l'emprise d'une incessante propagande. La publicité et le bluff technologique sont les moteurs du système technicien. Devenue universelle, la technique est en train d'uniformiser toutes les civilisations : la vraie mondialisation, c'est elle. Il ne peut y avoir de développement technique infini dans un monde fini : les techniques épuisent les ressources naturelles. Plus le progrès technique croît, plus augmente la somme de ses effets imprévisibles. La technique s'est alliée à l'image pour piétiner la parole. La technique a avalé la culture. La technique a créé un nouvel apartheid ; elle éjecte les « hommes inexploitables » et les ravale au rang de déchets humains. La technique prétend fabriquer un homme supérieur, mais supérieur en quoi ? Une seule solution, la révolution ! (mais elle est impossible).

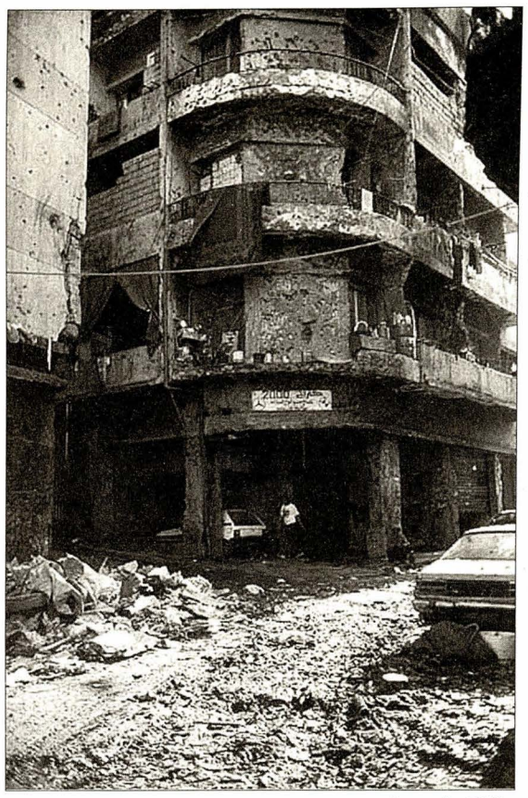
La réaction la plus probable à cette imposante liste est de reconnaître la plupart de ces idées-force, car elles sont devenues le pain et le vin de l'écologie, de la critique post-situ et de la critique sociale tout court. « La technique s'est alliée à l'image pour piétiner la parole » ? Voilà ce que disent Baj et Virilio dans leur *Discours sur l'horreur de l'art* (ACL). « La technique renforce l'État, qui renforce la technique » ? Mais à quel type de guerre, d'hécatombe, venons-nous d'assister, sinon celle d'un État technique et brutal contre un État brutal (et un peuple sans défense) ? « La technique est devenue une nouvelle religion » ? De quelles prosternations n'ont pas bénéficiés l'automobile, l'ordinateur, le téléphone portable et tant d'autres ! « La technique crée des problèmes qu'elle promet de résoudre grâce à de nouvelles techniques » ? Ah ! l'avenir du bricolage génétique pour redonner du goût aux tomates génétiquement adaptées aux étagères des supermarchés !

On le voit, la progéniture d'Ellul a pour nom Légion. Mais l'un des plaisirs du livre de Jean-Luc Porquet et de son usage judicieux de citations d'Ellul est de constater que la pensée de ce dernier aura été riche, subtile, variée ; lisez donc ce qu'il dit sur la différence entre la technique et la science, sur le match entre arbres et automobiles, sur la fertilisation croisée de tous les domaines techniques, sur les prothèses sans lequel l'homme moderne est un invalide et grâce auxquelles il est un invalide, sur l'État qui existe mais auquel on n'a nul besoin de croire... Allez, lisez Ellul et Porquet, ils sont à Publico !

Nestor Potkine

Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu*, éd. du Cherche Midi, 200 p., 18 euros.

c'est toujours la guerre !



Beyrouth, 1982

le dernier livre de Jacques Vallet

Le jeudi 20 mars 2003, nous invitions Jacques Vallet, pour son dernier roman noir, *Ablibabli*, dans le cadre de l'émission « Chronique Hebdo ».

Ce même jeudi noir, à l'aube, commençait la guerre anglo-américaine en Irak. Noire coïncidence, triste concordance : le roman que nous allions présenter et dont les protagonistes avaient vécu la guerre du Liban (1975-1990) avait comme première phrase : « C'est la guerre ! ».

Hier au Liban, aujourd'hui en Irak. Des quinze années de tueries libanaises, d'affrontements entre les communautés, de violences individuelles, de ce bain de sang prolongé, du désespoir et du chaos sont sortis les principaux personnages d'*Ablibabli*.

Certains ont résisté à la folie, à la violence et à la mort. D'autres non. De la guerre civile entre communautés au terrorisme individuel, il n'y a qu'un simple prolongement. Tuer pour exister. Les fous de Dieu, les pantins accrochés à leur chef de bande, les « possédés » du drapeau national, ont tous le même bréviaire : la bombe ou la kalachnikov. Pressée sur leur bas- ventre, l'arme stimule leur pulsion de mort. Paradis d'Allah ou suicide-vengeance du desperado.

Le crime de guerre, collectif ou individuel, ne fait jouir que s'il tue « l'autre » quel qu'il soit, infidèle, pauvre ou nanti. Démuni de toute conscience propre, ou la refoulant dans l'ornière d'un catéchisme communautaire, le criminel est étranger à toute morale personnelle : le respect de la dignité de l'autre humain n'a pas plus de sens pour lui que le respect de sa propre dignité. Simple mouton du troupeau, il est déjà le « mort-vivant », grimé du rouge de l'abattoir des « élus », enveloppé du drapeau mortuaire du maître

Ablibabli

C'est une caverne, non pas celle d'Ali Baba et de ses joyeux voleurs, mais une sombre grotte, fumerie de haschich, près de Beyrouth, où se rassemblent les aveugles, les « possédés » par la drogue ou par les pulsions de la violence.

C'est de cette caverne diabolique que sortent quelques-uns des personnages de Jacques Vallet : Serge, le jeune paumé embrigadé par une bande guerrière, poseur de bombe en herbe ; Moussa, le fanatique commanditaire ès tuerie, Saleh, riche mafieux libanais, trafiquant entre autres d'armes, pilleur de banques à l'occasion, chef de réseau terroriste.

Bien évidemment, d'autres acteurs de ce roman échappent aux vapeurs méphitiques de la somnolence ou de la pulsion de mort : Élisa, la Palestinienne, Othello Desdouches, son ami, journaliste aventurier, amoureux et désabusé, Farid, le jeune de banlieue qui reste les pieds sur terre, Sylvie, l'éducatrice chaleureuse, Hafif, le cafetier généreux, heureux de rassembler dans son bistrot, dans une harmonie précaire Druzes, chrétiens, chiites, Palestiniens, Européens.

Le voyageur sans bagages

Jacques Vallet connaît bien la route de Paris à Jérusalem, et donc le chemin encore pacifique vers Beyrouth, avant que n'éclate la guerre du Liban. En quinze ans, cette guerre (1975-1990) fit 200000 morts, 900000 émigrés, 800000 déplacés sur 3 millions et demi d'habitants.

C'est un peu de sa propre histoire qu'il met en scène dans ce roman. Révolté, amoureux de Léo Ferré, il cherche une explication à cette violence, à cette pulsion de mort qui s'empare brusquement de l'individu ou de toute une communauté. Trop de blessures, trop de misère, trop d'abandons émoussent la capacité de résistance à cette pulsion.

Sur son chemin, il trouve Einstein et Freud. Le premier interroge le second. Y a-t-il un remède à cette frénésie, à ce plaisir de tuer ? La réponse de Freud est pour le moins prudente. Peut-être la connaissance et la culture stimulant l'esprit critique et la formation du jugement peuvent contribuer à cette nécessaire résistance, à cette révolte pour la vie.

Cette résistance est présente dans l'histoire. Pendant des siècles, des individus se sont élevés contre l'ordre de l'injustice et de la mort, contre l'autorité religieuse et militaire. Ils ont été le maillon de vie, de lucidité, de joie qui nous relie à eux.

« La clé de mon livre, nous dit Jacques Vallet, c'est *le Temps des cerises*. Chant symbole et indicatif de notre radio, il donne le ton. Il éclaire et rappelle la Commune de Paris entre autres actes de résistance à l'inhumanité. »

Et, comme l'auraient été Giordano Bruno, François Villon, Théophile de Viau (et bien d'autres) : « Je suis un enfant de la Commune », conclut l'auteur.

Archibald Zurvan

Jacques Vallet, Ablibabli, éd. Zulma, 264 p., 18 euros.

agenda

Vendredi 16 mai

Besançon

Conférence du groupe Proudhon de la FA à la librairie l'Autodidacte à 20 h 30, 5, rue Marulaz, sur le thème *L'illégalisme au service de la révolution* avec Lucio (le héros du livre *Lucio l'irréductible*).

Lille

Rencontres, films, débats, concerts, à la Maison de quartier Villejean. À l'initiative du Claaac G8 avec des camarades de la FAU (Uruguay) et de la FAG (Brésil) autour du thème de l'Irak, Palestine, les guerres de la mondialisation. Quels moyens de lutter contre ? Concerts avec entre autres Christy Rey ; chansons libertaires.

Du 17 au 25 mai

Bordeaux

Semaine anniversaire des 40 ans de l'Athénée libertaire au 7, rue du Muguet. Concerts, théâtre, débats, chansons, poésie, littérature…)

Samedi 17 mai

Lille

L'association France-Amérique latine organise, avec des militants du Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte une projection-débat sur le Chiapas et les indiens zapatistes du Mexique. Au programme *Le cri des sans-visages* de Thierry Zéno et deux documentaires réalisés par les indiens zapatistes. À 19 h au cinéma l'Univers, 16, rue Danton.

Paris 10e

Le Collectif anti-expulsions vous invite à agir à 12 h, Gare du Nord (quai du RER B direction Roissy, en face du stand ADP).

Paris 18e

Débat à la bibliothèque la Rue sur *Des polars et des anars* avec Éric Lavallade, spécialiste du polar à 16 heures. au 10, rue Robert Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

Saint-Claude

Conférence du groupe Proudhon de la FA à 20 h 30 à la salle Ponard, la Fraternelle, 12, rue de la Poyat, sur le thème *L'illégalisme au service de la révolution* » avec Lucio (le héros du livre *Lucio l'irréductible*).

Dimanche 18 mai

Nantes

Bouffe-débat anti G8 avec un libertaire argentin à 13 h au 17, rue Paul-Bellamy.

Paris 11e

Soirée de soutien au Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre, avec Bakelitte Allstars (ska) et La Minor (musique slave et chansons bandits russes) à 17 h 30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF : 5 euros.

Vendredi 23 mai

Istres

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA tiendra une table de presse au concert du groupe La Tordue à l'Usine.

Samedi 24 mai

Bouillargues

Vous pourrez rencontrer le groupe Gard-Vaucluse de la FA à Bio Regard, une foire aux produits biologiques qui se déroulera de 10 h à 19 h, place de la Mairie. Table de presse, vente de livres.

La Rochelle

Le collectif anti G8 Charente-Maritime organise une journée d'actions contre les saigneurs du G8. 14 h : rassemblement place de la Caille. 16 h : conférence-débat avec René Berthier (salle du Prieuré, 48, avenue Saint-Exupéry).
21 heures : concert avec The Janitor's, RAB, Olivier (La Casamance, 13, rue de Cordouan).

Dimanche 25 mai

Paris 11e

Soirée de soutien aux grévistes de Mc Donald's et Pizza Hut, avec les Hommes (variétoche love songs punk) et Darling Genocide (dark punk 70's) à 17 h 30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF : 5 euros.

Mercredi 28 mai

Nantes

Départ collectif en car (50/60 euros) pour le G8 à 20 h, retour lundi 2 juin à 6 h. Pour tout contact : groupe FA Nantes au 06 71 53 72 75.

Du 2 au 13 juin

Villeneuve d'Ascq

Le Centre culturel libertaire et Radikal fucker présentent le premier festival bio-constructif à l'Espace culture, Cité scientifique.
Tél. : 03 20 43 69 09.

Samedi 14 juin

Paris 18e

Rencontre à la bibliothèque la Rue avec Lucio (l'irréductible) au 10, rue Robert Planquette.

Radio libertaire

Jeudi 15 mai

Si vis pacem: à 18 h, journée internationale de l'objection, en soutien aux réfractaires d'Israël.

Vendredi 16 mai

Enjoy polar: à 12 h, avec Abdel-Hafed Benotman pour son livre *Éboueurs sur échafaud* (Éditions Rivages).

Samedi 17 mai

Chroniques rebelles: à 15h30, avec Morgane, le collectif anti-expulsions; des gens sur le terrain qui tentent d'aider les sans-papiers.

Dimanche 18 mai

Des mots, une voix: à 15h30, Hubert Haddad pour *La double conversion d'Al-Mostancir* (Fayard) et *Le ventriloque amoureux* (Zulma).

Mercredi 21 mai

Blues en liberté: à 10h30, prévisions, festivals (première partie).
Le manège: à 14 h, avec Habib Selmi (Tunisie) pour *Les amoureux de Bayya* aux éditions Actes Sud, et Heike Hurst en direct du festival de Cannes.

Jeudi 22 mai

Si vis pacem: à 18 h, armes théâtre, un ultimatum de la poésie contre la guerre, avec les Pieds sur scène et (sous réserve) Francis Wladimir, des éditions Bérénice.

Samedi 24 mai

Chroniques rebelles: à 15h30, avec Luiza Toscane qui a traduit *Dans cinq ans, il n'y aura plus de Coran. Un prisonnier tunisien témoigne* de Abdelwahab Sdiri.

Mercredi 28 mai

Blues en liberté: à 10h30, prévisions, festivals (seconde partie).
Le manège: à 14 heures, spéciale prix des incorruptibles au collège De-Geyter à Saint-Denis avec Elvire Mirail pour *Golem, Magic Berber* aux éditions Presse Pocket Jeunesse.

Jeudi 29 mai

Si vis pacem: à 18 heures, la presse des industriels militaires fait la promotion d'une guerre virtuelle avec le collectif Bellaciao.

89,4 MHz
en région parisienne

Bordeaux

l'Athénée libertaire célèbre ses quarante ans du 16 au 25 mai 2003

Quarante ans déjà que le local du 7, rue du Muguet, à Bordeaux, est devenu l'Athénée libertaire. Quarante ans que s'y croisent des générations de militant(e)s, Quarante ans de lutte. Pour fêter comme il se doit cet anniversaire, nous avons décidé de bloquer une semaine entière où vous pourrez entendre des témoignages, mais aussi assister à des rencontres, débats, expos, concerts, spectacles, projection, etc.

Vendredi 16 mai
À 19 heures:
Concert d'ouverture avec Mankind et les Potagers qui nous proposent un concert de musique indépendante et de non-profit, avec quatre groupes bordelais: RSP (seventy's), Happy Wizz (rock libre), Daymare (hc), Face up to it (hc).

Samedi 17 mai
À 15 heures:
Débat sur l'histoire du local. C'est autour du souvenir des frères Aristide et Paul Lapeyre, militants infatigables de la cause anarchiste, de la libre-pensée, du néomalthusianisme, de l'anarchosyndicalisme, que s'est forgée l'idée d'acquérir un lieu où pourraient se développer les idées libertaires. Ne rater pas ce moment de l'histoire bordelaise autant que de l'histoire libertaire.

À 20 heures, repas
Réservation conseillée au 0556810191 jusqu'au vendredi 16 mai.

Dimanche 18 mai
À 19 heures: contes zapatistes. « Si la lutte zapatiste nous était contée... » Échos depuis les montagnes du Sud-Est mexicain et des recoins oubliés de la planète.

Lundi 19 mai
À 19 heures:
Soirée Argentine. Débat avec Alicia Zarate (artiste et militante anarchiste argentine). Expositions de George Nadur et d'Alicia Zarate

Mardi 20 mai
À 19 heures:
Une projection du film *Starship Troopers* car il n'y a qu'en film qu'on peut supporter la guerre, surtout filmée de façon aussi caricaturale.

À 21 heures:
Cantine Mac-No pour prendre le temps de discuter de ce qu'on a vu et profiter de ce savant mélange néo-ukrainien d'autogestion, de nourriture bio-végétarienne et de bonne humeur.

Mercredi 21 mai
À 19 heures:
Concert de La Replik + Bal perdu + Intervention graphs. Une soirée organisée par l'association Rastaquouère avec La Replik. Bal perdu nous entraînera avec ses airs de java dans une ambiance instalationniste de Kefran et Klement.

Jeudi 22 mai
À 20 heures:
Débat avec Jean-Pierre Levaray, auteur de *Putain d'usine* et *Après la catastrophe* et avec Fernando Bronchal, poète participant à la revue *Cahiers d'écritures*.

Vendredi 23 mai
À 20h30:
Débat avec Gilles Balbastre et Pierrre Rimbert membres du journal *Pour Lire Pas Lu*. C'est à Millau pour la journée de soutien aux inculpés de la Confédération paysanne que nous avons vu apparaître une bouffée d'oxygène. En effet, l'équipe de *PLPL* sortait de la clandestinité avec pour objectif de détruire le parti de la presse et de l'argent).

Samedi 24 mai
À 15 heures:
Débat organisé par le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste sur la logique sécuritaire du projet de loi de sécurité intérieure qui répond à un phénomène sécuritaire généralisé. Tant qu'il y aura des inégalités sociales, aucune loi ne pourra combattre efficacement l'insécurité.

Les discours actuels reprennent des pratiques sécuritaires qui existent déjà mais en les cadrant, dans le but d'obtenir l'adhésion de chacun d'entre nous, de faire que chacun se transforme en flic pour l'autre et que chacun intègre pour soi l'obéissance.

Samedi 24 mai
À 20 heures:
Opéra *Tous en slip*. C'est une expérience; celle de l'avenir. Quand les chemises et les pantalons seront en haillons, ils tomberont. On sera tous en slip. *Tous en slip* est né de la rencontre d'une chanson, une seule, avec toutes les chansons, toutes. Nous la connaissons tous, c'est une chanson qui nous ressemble et qui n'a l'air de rien. Cette chanson, c'est *Sans chemise et sans pantalon*.

Dimanche 25 mai
À 19 heures:
Théâtre: Les Petits Tréteaux présentent, un fragment de sa création théâtrale, autour de la guerre d'Espagne. C'est un travail à partir de témoignages d'anarchistes espagnols et de textes d'auteurs. Le spectacle débute à 19 heures et dure une heure.

La participation aux frais des soirées est libre. Pour tout renseignement, inscription, etc., contacter l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet 33000 Bordeaux. Tél: 0556810191

numéro 2 ✖ mai 2003 ✖ 1 €

le journal de la ClaaacG8 !

Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes CLAAAC G8 !

Pour en finir avec
le capitalisme
la guerre
le patriarcat...

Liberté de circulation
Action directe !

Supplément au *Monde libertaire* n° 1317

CONTRE LES SAIGNEURS DU G8 !

du 28 mai au 3 juin 2003, contre le sommet du G8 à Evian

Journal **édité par** *Alternative libertaire (AL), Confédération nationale du travail (CNT), Fédération anarchiste (FA), Organisation communiste libertaire (OCL), Organisation socialiste libertaire (OSL), Réseau No pasaran*

site internet: http://www.claaacg8.org – mail: claaacg8@claaacg8.org

C'est parti ! Le numéro 2 du journal de la ClaaacG8 est arrivé. Disponible à Publico et dans toutes les bonnes librairies.